

50^e

Rapport annuel

Conseil des Arts du Canada

2006-2007

Tracy Smith
Danseuse,
bénéficiaire d'une subvention du
Conseil des Arts
Sault Ste. Marie et Toronto, Ont.

« L'art tel que je le pratique touche surtout les enfants [...] Quand je vais sur les réserves autochtones, je vois les enfants sortir de leur coquille [...] Je pense que l'impulsion du mouvement est déjà en nous et que la musique déclenche la gestuelle. »

Les huit jeunes artistes présentés dans ce rapport incarnent le slogan du 50^e anniversaire du Conseil des Arts, soit Notre avenir est dans les Arts. Ces bénéficiaires de subventions ou de prix, ayant tous moins de 30 ans, représentent la nouvelle génération d'artistes professionnels d'exception qui font leur marque au Canada comme à l'étranger.

Le Conseil des Arts du Canada est une société d'État créée en 1957 par une Loi du Parlement. Il a pour rôle de « favoriser et de promouvoir l'étude et la diffusion des arts ainsi que la production d'œuvres d'art ».

Le Conseil offre une gamme étendue de subventions et de services aux artistes et aux organismes artistiques professionnels canadiens œuvrant en musique, en théâtre, en lettres et édition, en arts visuels, en danse, en arts médiatiques ainsi qu'en interdisciplinarité et en performance. Il vous aussi à accroître l'intérêt du public envers les arts, grâce à des activités de communications, de recherche et de promotion des arts.

Le Conseil, qui décerne des prix et des bourses à environ 200 artistes et chercheurs, a sous son égide la Commission canadienne pour l'UNESCO et la Commission du droit de prêt public. La Banque d'œuvres d'art du Conseil détient en outre quelque 18 000 œuvres d'art contemporain canadien qu'elle offre en location aux secteurs privé et public.

Le Conseil des Arts du Canada est dirigé par un conseil d'administration de onze membres. Le président, les membres du conseil d'administration et le directeur du Conseil sont nommés par le gouvernement en conseil pour des mandats d'une durée déterminée. Le Conseil des Arts du Canada compte beaucoup sur les avis et la collaboration des artistes et professionnels des arts (dont environ 750 par année participent à des comités d'évaluation, comme membres ou pairs évaluateurs) de toutes les régions du pays. Il collabore en outre étroitement avec les agences et ministères culturels fédéraux et provinciaux ainsi qu'avec des organismes municipaux. Le Conseil des Arts du Canada rend compte de son activité au Parlement par l'entremise du ministre du Patrimoine canadien et ses comptes sont vérifiés par le vérificateur général du Canada. Aux crédits parlementaires que reçoit le Conseil annuellement s'ajoutent les revenus d'une caisse de dotations, des dons et des legs.

Photo de la couverture : Slim Sugino

Rapport annuel 2006-2007

Conseil d'administration
du Conseil des Arts du Canada
(au 31 mars 2007)

Karen Kain, présidente
Ontario

Simon Brault, vice-président
Québec

David Thauberger
Saskatchewan

Laurent Lepierre
Québec

Tom Hill
Ontario

Amir Ali Alibhai
Colombie-Britannique

Marion Blanchette
Québec

Esther S. Ondrack
Alberta

Susan Mary (Dyer) Knight
Terre-Neuve-et-Labrador



**Conseil des Arts
du Canada**

380, rue Albert
Case postale 1047
Ottawa (Ontario) K1P 5V6
1-800-263-5504 pu
613-954-4114
TDDC : 613-566-4360
info@conseildesarts.ca
www.conseildesarts.ca

**Canada Council
for the Arts**

380 Albert Street
Post Office Box 1047
Ottawa, Ontario K1P 5V6
1-800-263-5509 pu
613-954-4414
Fax: 613-954-4360
info@canadacouncil.ca
www.canadacouncil.ca

Canada

Design : Alejandro Contreras
Imprimé au Canada
Date : 0 mai 2007, 2007

Le 50e rapport annuel du Conseil des Arts du Canada
en des événements et réalisations sur les 50 dernières
années et autres rapports sont disponibles sur
www.conseildesarts.ca

Mark Jokic

Violoniste,
gagnant du concours de la
Banque d'instruments de musique
Halifax, N.-É.

« La musique a toujours été la grande passion de ma vie [...] Je l'espérais que j'arriverai à autres personnes à vivre leur quotidien en musique. »



Contenu

5 Message de la présidente

7 Message du directeur

13 Discussion et analyse de la gestion

- 13 Contexte des activités
- 13 Objectifs, stratégies et rendement
- 22 Faits saillants
- 27 Aperçu financier

37 États financiers

- 37 Responsabilité de la direction à l'égard des états financiers
- 39 Rapport du vérificateur
- 39 États financiers et notes

58 Régie

Sculpteur / artiste de l'installation,
bénéficiaire d'une subvention du
Conseil des Arts
Montréal, QC

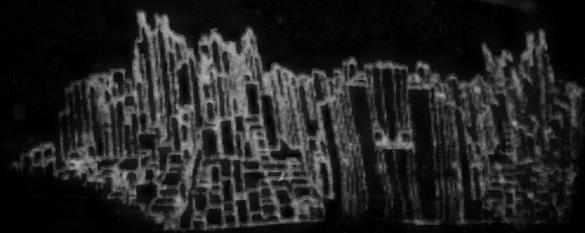


Photo: Shin Sugino



Karen Kain, présidente du Conseil des Arts du Canada, et
Bev Oda, ministre du Patrimoine canadien, à la réception
du 27 mars sur la Colline du Parlement, pour célébrer
une « Journée des arts ».

Photo: Martin Lipman

Message de la présidente

Alors que les activités de célébration du 50^e anniversaire du Conseil des Arts du Canada battent leur plein partout au pays, nous envisageons l'avenir avec lucidité, confiance, détermination et enthousiasme.

En mai 2006, le gouvernement du Canada confirmait sa volonté d'investir davantage pour soutenir la contribution des artistes et des organismes artistiques au dynamisme culturel que valorisent de plus en plus nos communautés. Le Conseil se réjouit d'ailleurs d'avoir investi de façon responsable et stratégique les 50 millions de dollars supplémentaires qui lui ont été attribués.

Ainsi, 561 organismes enracinés dans toutes les régions du Canada pourront renforcer leurs activités de création, de production, de développement ou de diffusion. Sans pour autant négliger les bourses aux artistes et l'accès accru du public aux œuvres, le Conseil a fait le choix de miser prioritairement sur la consolidation des capacités artistiques et organisationnelles des organismes qu'il finance. Cet investissement majeur aura des retombées durables pour l'écosystème culturel canadien et pour les citoyens.

Pour procéder à la meilleure allocation possible de ces fonds dans un aussi court laps de temps en faisant preuve de responsabilité, de transparence et, surtout, de rigueur par rapport aux principes d'excellence et d'évaluation par les pairs qu'il défend depuis sa création, le Conseil a dû mettre les bouchées doubles. Aussi, je remercie et félicite tous nos employés ainsi que la direction pour leurs efforts couronnés de succès.

Je tiens à souligner que cet exercice exigeant a aussi mis en évidence la vision, la clarté argumentative ainsi que les habiletés de communicateur et de rassembleur du nouveau directeur du Conseil, Robert Sirman, dont c'était le baptême du feu. Au terme d'un processus de sélection attentif, systématique et conforme aux règles établies par le Conseil du Trésor, le choix unanime de la candidature de M. Sirman par le conseil d'administration a été reconnu et confirmé par une décision gouvernementale en juin 2006. Ce directeurat s'annonce très prometteur pour l'évolution du Conseil et pour l'avenir des arts au Canada.

Le chiffre 50 est évidemment le symbole incontestable de la présente année, puisque le Conseil a officiellement lancé les activités entourant son 50^e anniversaire. Artistes, organismes artistiques, politiciens, citoyens, jeunes et moins jeunes ont été conviés à la fête. À ce jour, un seul mot peut résumer la réponse à notre invitation : phénoménal. Il semble que les collectivités de toutes les régions du Canada aient saisi l'occasion de réaffirmer l'importance des arts dans leur vie.

À l'automne 2006, la Fondation Historica, Bell Canada et le Conseil ont réalisé un calendrier original retracant, au fil des mois, des décennies de riches réalisations artistiques canadiennes. Les 27 et 28 mars, 50 artistes ont mis le cap sur Ottawa pour participer à une Journée pour les arts, organisée par le Conseil. La Chambre des communes, le Sénat, Rideau Hall ainsi que le Centre national des Arts leur ont ouvert leurs portes avec enthousiasme. De jeunes aspirants artistes de la région d'Ottawa ont eu la chance de participer à des ateliers animés par les artistes professionnels. À l'issue de discussions passionnées, jeunes et artistes convenaient du caractère essentiel des arts au quotidien. Au cours de l'année, partout au Canada, plus de 150 événements artistiques – concerts, représentations théâtrales, vernissages, ballets, etc. – ont été dédiés au 50^e anniversaire du Conseil.

Aujourd'hui, la vitalité artistique qui s'exprime au cœur de nos villes et de nos collectivités est impétueuse et fascinante.

Aujourd'hui, le Canada est irrigué par les arts, et c'est ce qu'imaginaient les fondateurs du Conseil des Arts. Il nous appartient de protéger et de mettre en valeur les acquis de cinq décennies de soutien public aux arts, notamment en souhaitant et en facilitant un accès aux œuvres et aux manifestations artistiques pour le plus grand nombre de nos concitoyens.

Aujourd'hui plus que jamais, notre avenir collectif se définit par les arts et la culture. Inspiré par toutes les rencontres et conversations suscitées par la célébration de son 50^e anniversaire, le Conseil s'inscrit pleinement dans cette mouvance avec une énergie renouvelée.

Karen Kain, C.C.

Cinéaste / créateur d'animation,
bénéficiaire d'une subvention du
Conseil des Arts
Vancouver, C.-B.

financière).

Photo : Shin Sugino / DSCG



Robert Sirman, directeur du Conseil des Arts, et Son Excellence Michaëlle Jean, gouverneure générale du Canada, à Rideau Hall, à la réception en l'honneur de 50 artistes canadiens venus à Ottawa célébrer le 50^e anniversaire du Conseil des Arts.

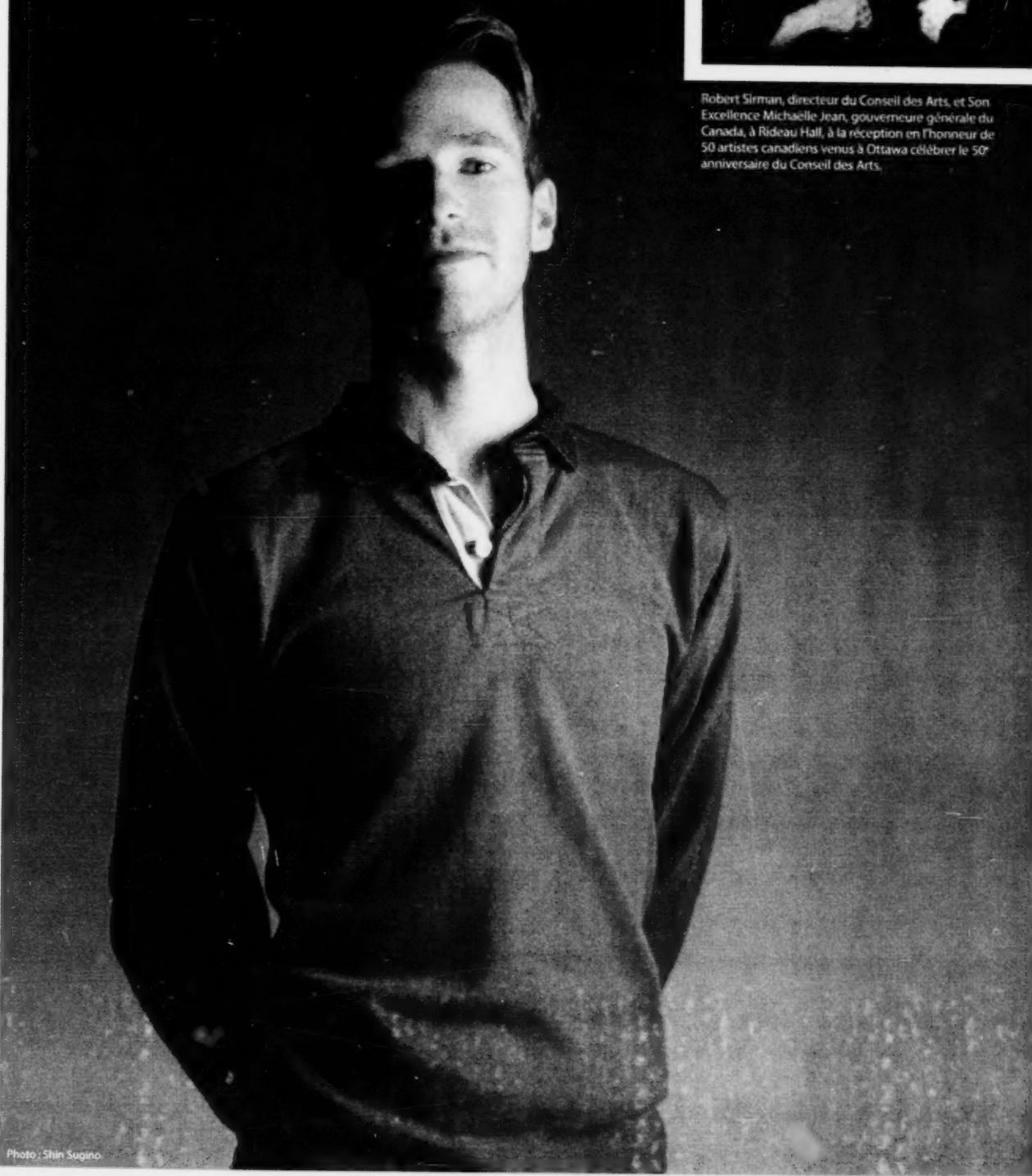


Photo : Shin Sugino

Message du directeur

Alors que l'année 2007 marque le 50^e anniversaire du Conseil des Arts du Canada, jamais les défis qui attendent le Conseil n'ont été aussi grands et les perspectives d'avenir aussi emballantes.

Le monde subit sans cesse des changements démographiques, économiques, technologiques, sociaux, et le milieu des arts n'échappe pas à cette mouvance. C'est pourquoi la réponse des bailleurs de fonds doit être créative et souple, ainsi qu'ouverte aux différents besoins d'une communauté d'artistes plus que jamais diverse et croissante. Heureusement, le Conseil a trouvé un souffle nouveau en mai 2006 grâce au budget fédéral qui lui accordait des fonds ponctuels de 50 millions de dollars, soit 20 millions pour 2006-2007 et 30 millions pour 2007-2008. Conscient de l'ampleur des besoins du milieu artistique, le Conseil a tout mis en œuvre afin de recevoir et d'allouer ces fonds avant la fin du présent exercice. Il a ainsi remis 33 millions de dollars aux organismes (à titre de subventions au fonctionnement) ainsi que 17 millions aux artistes (à titre individuel) et aux initiatives visant à accroître l'accès aux arts.

Malgré l'arrivée de ces nouveaux fonds, certaines choses sont demeurées inchangées. Le nombre de demandes d'aide tout à fait légitimes continue de dépasser considérablement les fonds disponibles et démontre ainsi clairement que la société canadienne aurait tout avantage à ce que l'État investisse davantage dans le domaine des arts. Le Conseil sait, par expérience, que son soutien financier renforce la capacité des artistes et des organismes à enrichir la vie artistique des Canadiens et des Canadiens, ainsi que leur accès aux arts dans les grandes et petites communautés de tout le pays.

L'année dernière, le Conseil a amorcé des exercices de planification, aussi nécessaires qu'ambitieux, pour se donner les moyens de servir la communauté artistique canadienne et, conséquemment, les différents publics du Canada. C'est en janvier 2007 qu'il a entrepris un examen de sa structure organisationnelle qui, tout au long de l'année, tentera de répondre à une question essentielle : le Conseil possède-t-il la structure organisationnelle la plus efficace qui soit pour atteindre ses objectifs fondamentaux? Les premiers résultats et les premières recommandations, déposés à la fin de l'exercice financier,

proposent des orientations fort encourageantes qui permettront d'affermir l'orientation future du Conseil.

En vue de l'élaboration de son plan d'entreprise triennal pour la période s'échelonnant de 2008 à 2011, le Conseil a aussi amorcé un exercice de planification stratégique grandement axé sur la consultation. À l'issue de plusieurs mois de consultation auprès du personnel, du conseil d'administration, du milieu des arts, d'autres bailleurs de fonds, du gouvernement fédéral ainsi que du grand public, le Conseil étudiera, en octobre 2007, un nouveau plan stratégique dans lequel il énoncera notamment sa vision de l'avenir et un plan d'action étoffé pour atteindre ses objectifs. Les commentaires et les débats sur la situation des arts au Canada et sur le rôle escompté du Conseil ont jusqu'ici été éclairants, complexes, riches et enthousiastes. Je suis convaincu que le plan qui en découlera contribuera à consolider un organisme déjà solidement établi et saura donner aux arts la place centrale qui leur revient dans la vie de toutes les Canadiens et de tous les Canadiens.

Moins d'une année après mon arrivée à la direction du Conseil, j'ai pu constater ce que je ne pouvais que pressentir auparavant du point de vue d'un observateur intéressé, c'est-à-dire la qualité exceptionnelle du Conseil des Arts du Canada et son apport inestimable à toute notre collectivité. Le personnel et le conseil d'administration dévoués remplissent à merveille l'important mandat d'offrir à la population canadienne toutes les avenues artistiques essentielles à son quotidien.

Robert Sirman

50^e anniversaire

Une année de célébration

Pour le Conseil des Arts du Canada, 2007 est une année de célébration. C'est dans le cadre de plus de 150 événements artistiques qui se sont déroulés de St. John's à Vancouver, en passant par Calgary, Lunenburg, Montréal et Caraquet, que les Canadiennes et Canadiens ont salué les 50 ans de soutien aux arts du Conseil des Arts du Canada. Par l'entremise de ses activités de célébration, le Conseil a, quant à lui, mis en relief l'immense importance des arts dans nos vies, à titre individuel comme communautaire.

Daphne Odjig, lauréate d'un PEI 2007 du Gouverneur général en arts visuels et en arts métisques.



Photo : Martin Lipman

Les danseuses Caroline Farquhar, Ziyian Kwan et Andrea Keevil dans *Provincial Essays*, œuvre de Lola Dance, de Vancouver.

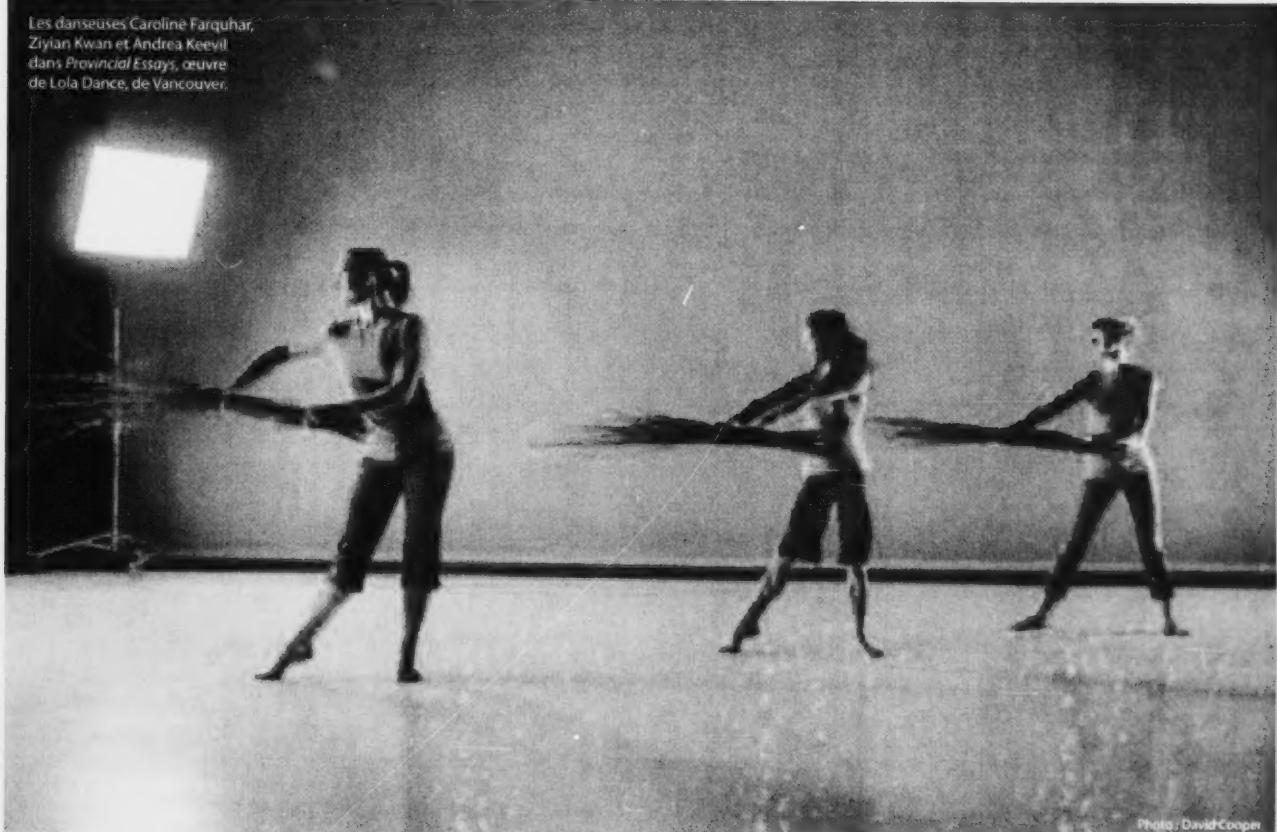


Photo : David Cooper



Sous titre / Untitled (1988) de Ron Kanashiro, exposée à Rideau Hall. L'œuvre de la collection de la Banque d'œuvres d'art du Conseil des Arts est présentée dans *L'art au travail*, publié pour souligner le 35^e anniversaire de la Banque.

Elizabeth Turnbull dans la première, à Calgary, de la production *Frobisher* du Calgary Opera et du Banff Centre. La première était dédiée au 50^e anniversaire du Conseil.



Jean-Louis Roux et James Hyndman dans le *Don Juan de Molière*, une production du Théâtre du Nouveau Monde mise en scène par Lorraine Pintal.



Photo: Yves Renaud



Photo: Mario E. Goyva

Les élèves de deuxième année de la Wickwire Elementary School, à Liverpool (Nouvelle-Écosse), et leurs œuvres d'art. L'école a participé à ArtReach, programme de l'Art Gallery of Nova Scotia basé sur des œuvres de la Banque d'œuvres d'art du Conseil des Arts.

Jesse McLean dans *Swimmy, Frederick and Inch by Inch* de Leo Lionni, mise en scène, texte et conception de Jim Morrow, une production du Mermaid Theatre of Nova Scotia. La performance de ces œuvres de Pearl Theatre à Lunenburg, N.-E., était dédiée au 50^e anniversaire du Conseil.

Artiste des arts visuels,
bénéficiaire d'une subvention
du Conseil des Arts
Calgary, Alb.

financer,



Discussion et analyse de la gestion

Contexte des activités

La croissance du Conseil des Arts du Canada est, depuis 50 ans, à l'image de celle du Canada lui-même. D'abord pondérée, cette croissance est maintenant explosive. Au fil des 50 années d'existence du Conseil, jamais le changement n'a été aussi constant.

Le visage du changement est très diversifié, touchant tant les plans démographique et social qu'économique et technologique : diversité culturelle et raciale de la population du Canada de plus en plus croissante (dans dix ans, un Canadien sur cinq sera membre d'une minorité visible); hausse de l'urbanisation (80 % des Canadiens vivent en ville); population de plus en plus vieillissante (le nombre de Canadiens de plus de 65 ans a presque doublé depuis le début des années 80 et doublera encore d'ici 20 ans); modèles des loisirs et des activités de consommation en constante évolution; technologie envahissant tous les aspects de la vie; et mondialisation.

Comme les arts ne vivent pas en vase clos, ils sont touchés par le changement. De plus en plus d'artistes font carrière. Les nouvelles technologies ont un impact spectaculaire sur la façon dont les arts sont créés et diffusés, et dont les publics ont accès aux arts. Même si l'accès aux arts n'a jamais été si grand, la concurrence, incluant celle du divertissement de masse, pour s'approprier les auditoires est féroce. L'estompement des frontières entre les diverses pratiques artistiques propose des défis de choix aux artistes comme aux organismes artistiques. Les pressions financières pèsent de plus en plus lourdement sur l'ensemble de l'infrastructure du domaine des arts et, même si la diversité culturelle et linguistique du Canada est bien établie, celui-ci n'est pas à l'abri des tensions de la société mondiale.

Les arts et la culture ne sont plus perçus comme distincts et isolés, mais plutôt comme une partie intégrante du tissu social, un élément essentiel des communautés saines. Par conséquent, la politique culturelle est re-imaginée et transformée – par les gouvernements de tous les ordres, la communauté artistique, les conseils des arts, les défenseurs de la culture et les planificateurs de politiques. La conception de politique a emprunté un virage « citoyen », se concentrant sur les liens entre la culture et les citoyens, et sur une vision de la culture comme moyen de création et de revitalisation des sociétés. Il est devenu nécessaire que les organismes de

soutien aux arts de tous les niveaux collaborent entre eux en vue d'atteindre une viabilité à long terme des arts, d'approfondir les liens entre les citoyens et les arts, et de veiller à une utilisation responsable des fonds publics.

Les arts sont au cœur de la vie créative du Canada. Ils stimulent l'innovation, font croître des communautés dynamiques et saines, contribuent au développement économique, approfondissent le respect interculturel et projettent une image vibrante et cosmopolite du Canada partout dans le monde.

Objectifs, stratégies et rendement

Le mandat principal du Conseil des Arts du Canada est énoncé à l'article 8 de la *Loi sur le Conseil des Arts du Canada* : « L'objectif du Conseil des Arts est de favoriser et de promouvoir l'étude et la diffusion des arts, ainsi que la production d'œuvres d'art. »

Le rôle d'organisme national de soutien aux arts du Conseil, qui découle directement de ce mandat, est le suivant :

- soutenir la création et la production d'œuvres de valeur et encourager l'excellence dans un vaste éventail de formes d'art;
- veiller à ce que les réalisations des artistes et des organismes artistiques canadiens soient accessibles aux publics du Canada et de l'étranger;
- sensibiliser le public aux arts ainsi qu'aux bienfaits des arts sur l'ensemble des citoyens de la société;
- fournir, à tous les ordres de gouvernement ainsi qu'à toute autre partie, selon les besoins, des conseils d'experts et des recommandations sur les questions qui ont des répercussions sur les artistes et les organismes culturels.

Dans son plan d'entreprise visant les exercices de 2005-2006 à 2007-2008, le Conseil s'est fixé trois objectifs. Ces objectifs sont révisés annuellement et mis à jour au besoin afin qu'ils reflètent le mandat du Conseil, qu'ils soient toujours pertinents par rapport aux activités courantes de fonctionnement et qu'ils cadrent avec les ressources financières dont dispose le Conseil.

Les trois objectifs opérationnels et les stratégies à l'appui sont :

Objectif 1

Réorienter le soutien à la création, à la production et à la diffusion des arts :

- maximiser les points de contact entre l'artiste et la société;
- promouvoir la santé créative et la viabilité des organismes artistiques;
- développer des centres viables pour les œuvres des artistes autochtones;
- tirer profit de l'effet de stimulation que la diversité culturelle exerce sur les arts;
- consolider la place du Canada sur la scène internationale.

Objectif 2

Augmenter la capacité de l'infrastructure de financement qui sous-tend les arts :

- établir le bien-fondé d'une augmentation des fonds au Conseil et contribuer à accroître le continuum d'appui fédéral;
- développer la capacité de recherche du Conseil;
- recourir aux avantages offerts par les réseaux et les partenariats;
- se conformer à des normes de responsabilisation élevées.

Objectif 3

Favoriser la connaissance et l'appréciation par le public des réalisations artistiques canadiennes :

- célébrer les arts;
- promouvoir les arts.

Le rendement du Conseil quant aux trois objectifs opérationnels pour les deux premières années financières de l'actuel plan d'entreprise (2005-2006 et 2006-2007) et à l'année qui précède figure dans le tableau des résultats de l'organisme. Cela inclut une série d'activités et d'événements liés aux célébrations du 50^e anniversaire du Conseil entrepris entre le 1^{er} janvier et le 31 mars 2007. Ces activités de célébration

se poursuivront jusqu'au 31 décembre 2007 dans des villes et cités partout au pays.

En 2006-2007 et 2007-2008, au total 50 millions de dollars ont été ajoutés au budget de base du Conseil. Tous ces fonds ont été ou seront distribués sous forme de subventions à des organismes artistiques recevant du soutien de fonctionnement du Conseil, aux artistes et à des initiatives encourageant l'accès du public aux arts. L'utilisation de ces nouveaux fonds est illustrée de façon distincte dans le tableau de la page 21. Les 20 millions de dollars ajoutés en 2006-2007 sont aussi inclus dans le tableau des résultats pour cette année.

Sur les 30 millions de dollars alloués pour 2007-2008, 20 millions ont été distribués aux organismes artistiques recevant du soutien au fonctionnement dans le cadre d'un concours, en 2006-2007. Le reste des fonds sera alloué aux artistes (5 millions) et aux initiatives d'encouragement de l'accès du public aux arts (5 millions), en 2007-2008, dans le cadre des programmes réguliers du Conseil.

Tableau des résultats

	2006-2007 (en milliers de dollars)	2005-2006 (en milliers de dollars)	2004-2005 (en milliers de dollars)
Le Conseil des Arts en bref			
Crédits parlementaires	172 507 \$	151 683 \$	152 111 \$
Subventions			
Programmes des arts	139 971 \$	119 721 \$	120 302 \$
Prix et bourses	3 553 \$	3 323 \$	3 001 \$
Paiements conformément au droit de prêt public	9 121 \$	9 042 \$	9 025 \$
Total	152 645 \$	132 086 \$	132 328 \$
Demandes de subventions			
Artistes	8 319	9 154	9 952
Organismes artistiques	7 344	6 416	6 365
Total	15 663	15 570	16 317
Demandes présentées par l'entremise de SII! Subventions par Internet (incluses dans le total ci-dessus)	1 282	710	sans objet
Subventions attribuées			
Artistes	2 204	2 083	2 246
Organismes artistiques	4 430	3 679	3 706
Total	6 634	5 762	5 952
Collectivités où les subventions ont été attribuées	658	634	633
Nouveaux candidats (artistes et organismes artistiques)			
Candidats dont c'est la première demande	2 994	3 344	3 672
Collectivités où ils habitent ou sont situés	646	676	701
Bénéficiaires d'une première subvention	1 111	1 027	1 159
Pairs évaluateurs			
Pairs évaluateurs	778	767	748
Collectivités où ils habitent	183	183	189
Pairs siégeant à un comité pour la première fois	337	339	360

Voir notes à la page 16.

	2006-2007 (en milliers de dollars)	2005-2006 (en milliers de dollars)	2004-2005 (en milliers de dollars)
OBJECTIF 1			
Réorienter l'appui du Conseil à la création, à la production et à la diffusion des arts			
Maximiser les points de contact entre l'artiste et la société			
Soutien aux artistes	2 037	21 161 \$	1 927
Stratégies et initiatives de programmes			
Résidences et programmes de commandes	132	2 215 \$	111
Collaborations entre les artistes et la communauté	89	1 255 \$	73
Aide pluriannuelle aux projets d'artistes	24	884 \$	3
Promouvoir la santé créative et la viabilité des organismes artistiques			
Soutien au fonctionnement des organismes			
Soutien annuel au fonctionnement	540	23 211 \$	479
Soutien pluriannuel au fonctionnement	675	66 068 \$	455
Total	1 215	89 279 \$	934
Aide aux projets des organismes			
Aide annuelle aux projets	1 815	26 544 \$	1 707
Aide pluriannuelle aux projets des organismes	78	3 761 \$	50
Total	1 893	30 305 \$	1 757
Stratégies et initiatives de programmes (montants inclus dans les totaux ci-dessus)			
Programmes de Brigades volantes et d'Envol de l'aigle	177	1 071 \$	235
			1 666 \$
		37	587 \$

Note : Les chiffres dans la première colonne aux pages 15 à 21 (sont) le nombre d'artistes et/ou d'organismes artistiques, par opposition au nombre de demandes ou de subventions. Un artiste ou un organisme artistique peut recevoir plus d'une subvention dans une année donnée (par exemple, une subvention de projet et une subvention de voyage).

Tous les chiffres rapportés à l'exercice de 2006-2007 incluent les nouveaux fonds destinés au fonctionnement des organismes, aux artistes et à l'accès du public aux arts, fonds dont les détails sont présentés au tableau sommaire à la page 21.

	2006-2007 (en milliers de dollars)	2005-2006 (en milliers de dollars)	2004-2005 (en milliers de dollars)
Développer des centres viables pour les œuvres des artistes autochtones			
Initiative d'accroissement de la capacité : soutien aux pratiques artistiques autochtones (organismes artistiques)	24	587 \$	15
Autres formes de soutien aux artistes et aux organismes artistiques autochtones	328	5 322 \$	449
Total	352	5 909 \$	464
Tirer profit de l'effet de stimulation que la diversité culturelle exerce sur les arts			
Soutien aux pratiques et aux organismes artistiques de la diversité culturelle			
Programme d'accroissement de la capacité destiné aux pratiques et aux organismes artistiques de la diversité culturelle	46	1 380 \$	69
Autres formes de soutien aux pratiques et aux organismes artistiques de la diversité culturelle	439	5 434 \$	355
Total	485	6 814 \$	424
Consolider la place du Canada sur la scène internationale			
Subventions aux œuvres dans un contexte international	1 064	7 819 \$	1 062
Commission canadienne pour l'UNESCO			
Participation aux activités liées au mandat de l'UNESCO	45		38
Commission du droit de prêt public			
Auteurs canadiens qui reçoivent des paiements	15 417	9 121 \$	14 972
Collectivités où ils habitent (au Canada)	1 687		1 640
Collectivités où ils habitent (à l'étranger)	332		327

2006-2007	2005-2006	2004-2005
(en milliers de dollars)	(en milliers de dollars)	(en milliers de dollars)

OBJECTIF 2

Augmenter la capacité de l'infrastructure de financement qui sous-tend les arts

Établir le bien-fondé d'une augmentation des fonds au Conseil; et contribuer à accroître le continuum d'appui fédéral

Augmentation des fonds versés au Conseil

(Voir le tableau sommaire des nouveaux fonds destinés au fonctionnement des organismes, aux artistes et à l'accès du public aux arts, p. 21.)

Développer la capacité de recherche du Conseil

Nouvelles activités liées à la capacité de recherche en 2006-2007

Établissement d'un partenariat pluriannuel de recherche avec le ministère du Patrimoine canadien et le Conseil des arts de l'Ontario concernant le financement du programme de recherche de Hill Strategies

Création d'un inventaire des activités et plans de recherche dans l'ensemble du Conseil

Préparation en cours de lignes directrices du Conseil concernant la présentation de données, notamment les données sur les subventions

Recourir aux avantages offerts par les réseaux et les partenariats

Réunions avec trois ordres de gouvernement : organismes de soutien provinciaux, territoriaux et municipaux

22 9 sans objet

Réunions des Organismes publics de soutien aux arts du Canada (OPAAC) et journées de perfectionnement professionnel du personnel

8 4 sans objet

Se conformer à des normes de responsabilisation élevées

Ressources humaines

Employés 204 194 182

Frais de perfectionnement professionnel et de formation par employé (en dollars) 865 \$ 867 \$ 759 \$

Vérification interne (commencée en avril 2004 - en cours)

Processus d'évaluation par les pairs

- Assurer l'efficacité et l'efficience (novembre 2004)

Processus d'acquisition

- Évaluation de la politique et de son respect sur le plan des activités contractuelles (avril 2005)

Processus de demande de subvention (décembre 2005)

OBJECTIF 3

**Favoriser la connaissance et l'appréciation,
par le public, des réalisations artistiques
canadiennes**

2006-2007

(en milliers de dollars)

2005-2006

(en milliers de dollars)

2004-2005

(en milliers de dollars)

Célébrer les arts**Activités liées au 50^e anniversaire****du Conseil des Arts du Canada**(1^{er} janvier au 31 mars 2007)

Événements dédiés au Conseil par des organismes artistiques	47
Collectivités au Canada	19
Rapports des médias sur le 50 ^e anniversaire (presse écrite et radiodiffusée)	149
Site web du 50 ^e anniversaire (février/mars 2007)	
Nombre de pages visitées	36 482
Nombre de visites	5 867
Nombre de visiteurs au site	4 691

Célébrer les réalisations exceptionnelles par des prix et bourses

Lauréats de prix et bourses	185	3 553 \$	171	3 323 \$	172	3 001 \$
Cérémonies de remise de prix	24		21		20	
Villes où les cérémonies ont eu lieu	8		5		5	
Prêt d'instruments à cordes de qualité pour trois ans	14		13		13	
Valeur assurée des instruments (en \$ CAN)		22 529 \$		20 221 \$		20 050 \$

Promouvoir les arts

Nouveaux fonds investis dans les subventions aux initiatives favorisant l'accès du public aux arts
(Voir le tableau sommaire des nouveaux fonds de fonctionnement aux organismes, aux artistes et à l'accès du public aux arts, p. 21.)

Soutien aux activités de diffusion	1 594	25 567 \$	1 607	21 759 \$	1 717	22 477 \$
Incidence des subventions de tournée sur la vie des Canadiens partout au pays						
Subventions de tournée (musique, danse et théâtre seulement)	191	4 624 \$	182	3 768 \$	181	3 158 \$
Communautés où s'arrêtent les tournées (chiffres basés sur les rapports finaux de 2005-2006)		sans objet		234		sans objet

	2006-2007 (en milliers de dollars)	2005-2006 (en milliers de dollars)	2004-2005 (en milliers de dollars)
Rencontres littéraires			
Subventions pour les rencontres littéraires	252	1 401 \$	254
Rencontres littéraires	1 097		1 131
Lieux des rencontres littéraires	415		586
Organismes d'accueil	219		218
Collectivités où ils sont situés	127		126
Banque d'œuvres d'art du Conseil des Arts du Canada			
Œuvres de la collection	17 498		17 466
Œuvres en location conformément à des contrats	6 470		6 358
Revenus de location		1 884 \$	1 837 \$
Achat de nouvelles œuvres	85	310 \$	9
			21 \$
			65
			230 \$
Autres			
Relations publiques / médias			
Communiqués / avis aux médias publiés	57		42
Messages du Conseil dans les programmes d'événements artistiques	52		48
Rapports sur les Prix littéraires du Gouverneur général dans les médias (presse écrite et radiodiffusée)	431	•	389
Rapports sur les Prix du Gouverneur général en arts visuels et en arts médiatiques dans les médias (presse écrite et radiodiffusée)	139		105
			104
Achalandage - site web du Conseil des Arts (en milliers)			
Nombre de pages visitées	6 774		5 290
Nombre de visites	1 232		1 007
Nombre de visiteurs au site	775		642
			n.d.
			n.d.
			n.d.

**Nouveaux fonds en 2006-2007
et en 2007-2008**

	2007-2008 (en milliers de dollars)	2006-2007 (en milliers de dollars)	Total des nouveaux fonds (en milliers de dollars)
--	---------------------------------------	---------------------------------------	---------------------------------------------------------

**Augmentation des crédits parlementaires
(budget fédéral de mai 2006)**

Suppléments aux subventions au fonctionnement que le Conseil attribue aux organismes artistiques	20 000 \$	13 000 \$	33 000 \$
Nouveaux fonds attribués aux projets d'artistes	5 000 \$	3 500 \$	8 500 \$
Nouveaux fonds attribués aux subventions pour des initiatives favorisant l'accès du public aux arts	5 000 \$	3 500 \$	8 500 \$
Total	30 000 \$	20 000 \$	50 000 \$

Nouveaux fonds investis

Suppléments aux subventions au fonctionnement que le Conseil attribue aux organismes artistiques

Organismes artistiques dont les demandes sont admissibles	937	937	
Organismes artistiques qui ont présenté des demandes	858	858	
Suppléments aux subventions au fonctionnement qui ont été attribués	561	20 000 \$	561 13 000 \$ 33 000 \$
Collectivités où les organismes sont situés	103	103	

Nouveaux fonds investis dans des projets d'artistes

Subventions attribuées	*	333	3 474 \$	3 474 \$
Collectivités où les artistes habitent		94		

Nouveaux fonds investis dans des subventions pour des initiatives favorisant l'accès du public aux arts

Subventions attribuées (artistes / organismes)	*	462	3 522 \$	3 522 \$
Collectivités où ils habitent / sont situés		134		
Total investi		20 000 \$	19 996 \$	39 996 \$

Nouveaux fonds résiduels à investir

Nouveaux fonds à investir dans des projets d'artistes		5 004 \$	0 \$	5 004 \$
Nouveaux fonds à investir sous forme de subventions à des initiatives favorisant l'accès du public aux arts		5 000 \$	0 \$	5 000 \$
Total à investir		10 004 \$	0 \$	10 004 \$
Total des nouveaux fonds investis et à investir		30 004 \$	19 996 \$	50 000 \$

* La totalité des budgets de subventions de 2007-2008 a été attribuée, mais les subventions n'ont pas encore été accordées.

Faits saillants

Les échanges culturels enrichissent le domaine des arts

La société canadienne offre un lieu de rencontre pour les gens provenant d'une multitude de pays et leur permet de partager et de faire progresser leurs pratiques artistiques.

- Les deux gagnantes de la première place du Concours de la Banque d'instruments de musique 2006 (catégories violoniste et violoncelliste) sont toutes deux originaires de l'Asie orientale. Yi-Jia Susanne Hou, née à Shanghai, a remporté le prêt de trois ans du violon Guarneri del Gesù de 1729, lequel est évalué à 3,2 millions de dollars. (Elle avait déjà gagné ce prêt dans le concours de 2003.) Soo Bae, née en Corée du Sud, a gagné le prêt de trois ans du violoncelle Stradivarius Bonjour v. 1696, qui est évalué à 5,8 millions de dollars. Ces deux musiciennes ont grandi dans la région de Toronto et ont étudié au Royal Conservatory of Music de Toronto.
- Par l'entremise de l'initiative de suppléments au fonctionnement du Conseil des Arts, la Vancouver Art Gallery a reçu une subvention de 450 000 \$, laquelle lui permettra d'offrir à son public un meilleur accès à l'art contemporain d'Asie du Pacifique et de renforcer les liens de ce musée avec les collectivités d'origine asiatiques du Lower Mainland (Vancouver).
- Dans le cadre de ce même programme, la compagnie Fujiwara Dance Inventions de Toronto a reçu une subvention de 22 000 \$ pour l'aider à assumer l'augmentation des dépenses associées à la création artistique et à la location d'un atelier. Cette compagnie combine la danse contemporaine à la danse japonaise connue sous le nom de *butoh*.
- Musique Multi-Montréal est un organisme qui présente des musiciens provenant d'un large éventail de milieux culturels. La subvention de 28 000 \$, accordée dans le cadre de l'initiative de suppléments au fonctionnement du Conseil des Arts, aidera cet organisme à établir des liens entre les artistes québécois de différents milieux culturels et des présentateurs d'Amérique du Nord et de partout dans le monde. Ce projet permettra à cet organisme d'offrir aux publics un plus grand nombre d'œuvres créées par les meilleurs artistes du Canada et du monde entier dans le domaine de la musique du monde, classique et

traditionnelle, provenant de plus de 75 différentes cultures musicales.

Les pratiques contemporaines transforment les arts autochtones

Les artistes autochtones explorent de nouvelles façons de puiser dans leurs racines et pratiques traditionnelles pour créer des œuvres d'art contemporain fortes et originales.

- Santee Smith, qui est membre du clan de la Tortue de la nation Mohawk et qui réside dans la réserve des Six Nations située près de Brantford (en Ontario), a remporté le Prix Victor-Martin-Lynch-Staunton de 2006 (danse) du Conseil des Arts du Canada. Il s'agit d'un prix de 15 000 \$ pour les artistes à mi-carrière. L'importante expérience professionnelle de Mme Smith comprend une formation de quatre ans à l'École nationale de ballet et une maîtrise en danse à l'Université York. Inspirée par les traditions de son héritage haudenosaunee, elle se tourne vers la chorégraphie en 1996. En 2005, elle a formé sa propre compagnie.
- Le Conseil des Arts du Canada a mis en œuvre un partenariat avec le Musée des beaux-arts du Canada pour offrir une résidence de deux ans à un conservateur autochtone à mi-carrière. La résidence se déroulera au Musée des beaux-arts et sera axée sur l'étude et l'utilisation des collections du musée. Le conservateur résident aura à préparer une exposition dans le cadre du programme Expositions en tournée du musée. Le Conseil des Arts a pris en charge l'administration de ce concours et fournit au conservateur résident des honoraires annuels de 42 000 \$, de même qu'une allocation de voyage.
- The Rooms, galerie d'art provinciale de Terre-Neuve-et-Labrador, a reçu une subvention de 59 700 \$ pour commander à Rebecca Belmore, artiste autochtone des nouveaux médias, la création d'une nouvelle installation intitulée *March 5, 1819 – The Capture of Mary March*. Mme Belmore a représenté le Canada à la Biennale de Venise d'arts visuels de 2005.
- Le Programme de langue cri de Fort Smith, dans les Territoires du Nord-Ouest, a reçu une subvention de 20 000 \$ dans le cadre du programme Subventions aux écrivains, aux conteurs et aux éditeurs autochtones, afin de publier une collection de cinq livres intitulée *Pi's Adventures*, en 2006-2007. La vie et les aventures de Pi Kennedy, jeune trappeur métis bien connu dans les

Territoires du Nord-Ouest, seront publiées en cri et en anglais.

Les arts et les jeunes

Un amour des arts solidement enraciné au cours de l'enfance est un enrichissement qui durera toute la vie. Les activités de rayonnement auprès des enfants et des jeunes ont été subventionnées de façon importante par l'entremise de l'Initiative de suppléments au fonctionnement du Conseil des Arts.

- Une subvention de 22 000 \$ a été attribuée à la compagnie de théâtre francophone d'Ottawa Le Théâtre de la Vieille 17. Cette subvention aidera cette compagnie à établir des liens avec les enfants de 4 à 8 ans.
- Grâce à une subvention de 85 000 \$, l'éditeur de livres pour enfants Les éditions de la courte échelle pourra réaliser une étude de marché, puis cerner et percer les marchés où il voit un potentiel d'expansion.
- Une subvention de 75 000 \$ a été attribuée au Nunavut Independent Television Network pour l'aider à faire participer les jeunes Inuits aux arts médiatiques en tant qu'artistes ou membres du public dans cinq collectivités éloignées.
- Le Mermaid Theatre de la Nouvelle-Écosse, qui crée des spectacles de marionnettes pour les jeunes publics partout dans le monde, a reçu une subvention de 17 500 \$ pour lancer une nouvelle initiative dans le cadre de sa programmation artistique.

Quatre saisons d'opéra et de ballet

De nouveaux développements importants dans l'infrastructure des arts de la scène de Toronto ont engendré la création d'un répertoire ambitieux pour attirer un public plus vaste.

- Les subventions de 2,2 millions de dollars et d'un million de dollars attribuées respectivement à la Compagnie canadienne d'opéra et au Ballet national du Canada, dans le cadre de l'Initiative de suppléments au fonctionnement du Conseil des Arts, ont permis à ces compagnies de renommée internationale d'explorer et de tirer profit de la multitude de nouvelles occasions de création de productions importantes et d'activités de diffusion engendrées

par l'ouverture du Four Seasons Centre de Toronto, en juin 2006.

La créativité canadienne en action

- Une subvention d'un million de dollars a été accordée au Festival de Stratford par l'entremise de l'Initiative de suppléments au fonctionnement du Conseil des Arts. Cette subvention a permis au Festival d'ouvrir son programme de développement de nouvelles pièces de théâtre afin d'y inclure des ateliers pour les pièces comptant des distributions importantes et des exigences techniques élevées. En 2007-2008, le Festival commandera un total de huit pièces supplémentaires, lesquelles mettront l'accent sur l'expression de diverses voix, l'adaptation littéraire, la comédie musicale et le théâtre destiné aux jeunes publics. Les nouveaux fonds viendront également appuyer le Master Director's Symposium, lequel offre une formation supérieure axée sur le répertoire classique.

De nouvelles technologies pour appuyer la présentation des arts médiatiques

Un certain nombre de subventions accordées dans le cadre de l'Initiative de suppléments au fonctionnement du Conseil des Arts permettent d'améliorer la diffusion des arts médiatiques partout au Canada.

- Une subvention de 30 000 \$ a été attribuée au Centre for Art Tapes d'Halifax. La subvention aidera ce centre à créer un « espace virtuel » en ligne où les œuvres numériques pourront être exposées.
- Une subvention de 50 000 \$ a été attribuée à la Pacific Cinémathèque de Vancouver pour lui permettre d'acheter un projecteur vidéo à haute définition afin d'améliorer la qualité des projections (pour sa propre programmation et celle d'autres groupes) effectuées à ses installations de Vancouver.
- L'Island Media Arts Cooperative de Charlottetown a reçu une subvention de 10 000 \$ dans le cadre de l'Initiative de suppléments au fonctionnement afin d'accroître son développement organisationnel.

Un coup de pouce pour les tournées régionales et nationales

Grâce à l'Initiative de suppléments au fonctionnement du Conseil des Arts du Canada, un certain nombre de compagnies des arts de la scène peuvent diffuser leur travail à un plus vaste public, et ce, d'un bout à l'autre du pays.

- Une subvention de 65 000 \$ a été accordée au Manitoba Chamber Orchestra, laquelle lui permettra de rejoindre de nouveaux publics dans les régions rurales du Manitoba et partout au pays. Les activités prévues permettront de renforcer le rayonnement auprès des élèves du secondaire, de produire des notes sur les programmes audio pour les personnes ayant une déficience visuelle et de diffuser la nouvelle musique par l'entremise d'iTunes.
- Une subvention de 325 000 \$ a été attribuée à l'Alberta Ballet, laquelle permettra à cette compagnie de créer de nouvelles œuvres adaptées aux salles de théâtre plus petites. Sous la direction artistique de Jean Grand-Maitre, cette compagnie a présenté en première 15 ballets d'un acte, en plus de cinq œuvres complètes. Cette compagnie, qui est maintenant la troisième plus importante au Canada dans son secteur, possède un calendrier de tournées chargé à l'échelle nationale. Cette subvention aidera également la compagnie à acheter et à mettre en place un nouveau logiciel pour la billetterie, le service à la clientèle et la gestion de l'information de contact.
- Avec la subvention de 371 000 \$ qu'il a reçue, l'orchestre baroque canadien Tafelmusik, qui existe depuis 27 ans et qui utilise des instruments d'époque, investira dans des projets artistiques de base comme les tournées, le développement de jeunes publics, les projets éducatifs et l'utilisation de nouveaux réseaux de distribution d'enregistrements.
- Une subvention de 60 000 \$ a été accordée au De-ba-jeh-mu-jig Theatre Company Group, qui est une compagnie de théâtre autochtone établie dans de nouvelles installations de Wikwemikong et Manitowaning. Cette subvention aidera la compagnie à accroître son public dans tous les secteurs de l'île Manitoulin.
- Une subvention de 235 000 \$ a été attribuée à la compagnie Ex-Machina de Québec. Cette subvention aidera la compagnie à développer la version finale de *Lipsynch*, dernière production internationale de Robert Lepage, en

français, en anglais, en espagnol et en allemand. En mai 2007, une version de cinq heures et demie de cette œuvre a été présentée à Montréal, dans le cadre du Festival TransAmériques.

La Banque d'œuvres d'art à 35 ans

Deux importantes initiatives visant à commémorer le 35^e anniversaire de la Banque et le 50^e anniversaire du Conseil des Arts ont reçu bon accueil.

- *L'Art au travail*, dont la directrice de rédaction, Victoria Henry est aussi directrice de la Banque d'œuvres d'art, a été publié chez Goose Lane Editions. Il s'agit d'un superbe volume qui raconte l'histoire de la Banque et comprend des illustrations de sa collection d'œuvres d'art.
- En mai 2007, l'Art Gallery of Nova Scotia est devenue le premier bâtie⁴ claire d'un nouveau programme de diffusion, créé à l'occasion du 50^e anniversaire du Conseil des Arts. Ce programme utilise des estampes originales provenant de la collection de la Banque d'œuvres d'art pour aider les jeunes et le grand public de plus petites collectivités situées à l'extérieur d'Halifax à en apprendre davantage sur les arts visuels contemporains.

Les arts dans les espaces publics

Les artistes utilisent de plus en plus les espaces publics (p. ex., les rues, les parcs, les centres récréatifs municipaux) pour favoriser la participation des personnes du voisinage et de la collectivité au domaine des arts. Les subventions attribuées dans le cadre de l'Initiative de suppléments au fonctionnement du Conseil des Arts permettent de mettre l'accent encore davantage sur les événements artistiques participatifs.

- Le Common Weal Community Arts de Regina est un organisme qui rassemble des artistes et l'ensemble de la collectivité pour qu'ils collaborent à des projets artistiques. Grâce à la subvention de 25 000 \$ qu'il a reçue, cet organisme renforcera ses programmes artistiques et ses ressources humaines.
- Les Productions Recto-Verso de Québec est un organisme qui combine le théâtre, les arts multimédias et d'autres formes d'art. L'organisme utilisera la

subvention de 25 000 \$ qu'il a reçue pour étendre ses activités à d'autres régions de la province.

- Avec sa subvention de 40 000 \$, la Public Dreams Society de Vancouver embauchera un agent de financement qui sera chargé d'augmenter les ressources pendant la période précédant les Olympiques de Vancouver de 2010.

Initiatives numériques

Les galeries d'art sont des chefs de file dans le processus de diffusion de l'art contemporain le plus récent à de nouveaux publics. Les subventions accordées dans le cadre de l'Initiative de suppléments au fonctionnement du Conseil des Arts ont permis à de nombreuses galeries d'accroître l'accès aux arts, entre autres, par l'application de la technologie numérique.

- La subvention de 25 000 \$ attribuée à la Owens Art Gallery de Sackville, au Nouveau-Brunswick, est venue appuyer une initiative visant à reproduire en ligne les principales fonctions de la galerie.
- Une subvention de 175 000 \$ a été accordée à la Winnipeg Art Gallery afin de lui permettre d'établir de nouvelles stratégies interprétatives pour les programmes d'art contemporain à l'aide de blogues, de programmes audio-numériques et de la baladodiffusion à partir de son site Web.
- Une subvention de 275 000 \$ a été attribuée au Musée des beaux-arts de Montréal. Cette subvention permettra au musée de collaborer avec la Fondation Daniel Langlois afin de présenter une importante exposition internationale d'art numérique.
- Grâce à la subvention de 200 000 \$ reçue dans le cadre de l'Initiative de suppléments au fonctionnement du Conseil des Arts, la maison d'édition McClelland & Stewart peut procéder au rajeunissement de la collection New Canadian Library par la numérisation de certains titres et la transformation des autres titres en un format livre de poche plus moderne.

Le Conseil des Arts du Canada a maintenant 50 ans

La présentation d'activités et d'événements a permis de souligner les réalisations du Conseil au cours de ses 50 ans d'existence.

- À la fin de l'exercice financier, les organismes artistiques subventionnés par le Conseil des Arts avaient présenté environ 50 événements spéciaux – représentations, concerts, premières, lancements d'expositions – pour souligner les réalisations du Conseil des Arts. Environ 100 autres événements sont prévus pour le reste de l'année 2007. Pour la plupart de ces événements, le Conseil des Arts du Canada a délégué un des membres de son conseil d'administration ou de sa haute direction.
- Le Défi artistique « 50/50 » du Conseil des Arts du Canada (www.defartistique.ca) invite l'ensemble des Canadiens à découvrir à quel point les arts font partie intégrante de leur vie, en goûtant au domaine artistique de 50 façons différentes, tout au long de 2007. Kim Barlow, compositrice-interprète de Whitehorse, et Paul Savoie, écrivain de langue française de Toronto, sont les blogueurs invités de ce site.
- Le site Web du 50^e anniversaire (www.50.conseildesarts.ca) met en lumière l'historique du Conseil des Arts du Canada et les réalisations d'artistes canadiens.
- Le concert gratuit *Stradissimo!* mettait en vedette les gagnants du concours de la Banque d'instruments de musique de 2006 qui ont joué sur des instruments valant au total plus de 22 millions de dollars. Ce concert, organisé par le Conseil des Arts en partenariat avec le Centre national des Arts et Radio-Canada/CBC, était offert comme cadeau de reconnaissance au public qui assiste, savoure et apprécie les activités artistiques professionnelles de plus en plus nombreuses d'un bout à l'autre du pays. Le concert du 8 mai 2007 a été enregistré pour radiodiffusion à l'échelle nationale par la radio musicale Espace musique de Radio-Canada et CBC Radio One et Radio 2.

Nota : Subventions attribuées dans le cadre de l'initiative de suppléments au fonctionnement en 2006-2007 et 2007-2008.

Une décennie en perspective : 1997-2007

	2006-2007	1996-1997	
Crédits parlementaires	172,5 M\$	91,1 M\$	
Nombre de demandes de subventions (1)	15 663	10 316	
Nombre de subventions attribuées (1)	6 634	3 838	
Nombre de paiements du droit de prêt public aux auteurs	15 417	10 730	
Financement total aux arts (2)	152,6 M\$ 84,2 %	87,1 M\$ 83,2 %	
Services à la communauté artistique (3)	4,7 M\$ 2,6 %	1,6 M\$ 1,6 %	
Frais administratifs	22,1 M\$ 12,2 %	14,7 M\$ 14,0 %	
Commission canadienne pour l'UNESCO (4)	1,8 M\$ 1,0 %	1,3 M\$ 1,2 %	
Total des dépenses	181,2 M\$ 100,0 %	104,7 M\$ 100,0 %	
Nombre d'employés (5)	204	171	

Notes :

(1) Exclut certains prix et certaines subventions (p. ex., Programme Killam), les acquisitions de la Banque d'œuvres d'art et le programme du droit de prêt public.

(2) Inclut les subventions, prix et bourses, acquisitions de la Banque d'œuvres d'art et paiements du droit de prêt public.

(3) Inclut les coûts associés aux comités de pairs, comités consultatifs des disciplines artistiques, ateliers et autres services professionnels à la communauté artistique (p. ex., coordonnateurs de la Brigade volontaire).

(4) Inclut les dépenses des programmes et frais administratifs.

(5) En 1994-1995, soit avant une importante réduction des frais administratifs et de l'effectif, le Conseil des Arts comptait 268 employés.

Points saillants

D'un montant de 172,5 millions de dollars, les crédits parlementaires du Conseil ont affiché une hausse de 20 millions de dollars. Cette hausse constitue le premier volet d'une augmentation de 50 millions de dollars, prévue sur deux ans, qui a été annoncée dans le cadre du budget fédéral en mai 2006. En outre, le rendement du capital investi par le Conseil a atteint le taux satisfaisant de 13,6 %, tandis que la valeur marchande de son portefeuille a progressé de 29,6 millions de dollars. Les dépenses de programmes ont, quant à elles, augmenté de 21,8 millions de dollars, hausse directement liée à celle des crédits parlementaires. Grâce à l'utilisation rationnelle de ses ressources, le Conseil est parvenu à maintenir les dépenses liées à l'administration générale à un niveau proche de celui du précédent exercice. Les capitaux propres continuent de progresser, à mesure que le Conseil réinvestit l'excédent de rendement. Au cours de l'exercice 2006-2007, le Conseil a enregistré un excédent d'exploitation s'élevant à 18,8 millions de dollars et en réinvestira 15,5 millions dans ses fonds de dotation.

Bilan au 31 mars

(en milliers de dollars)	2007	2006
Total de l'actif	373 806 \$	328 388 \$
Total du passif et des dotations privées	130 797	103 965
Total de l'actif	243 009	224 423

État des résultats, exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)	2007	2006
Crédits parlementaires	172 507 \$	151 683 \$
Revenus nets de placements	25 902	26 151
Autres revenus	1 556	2 335
Total des revenus	199 965 \$	180 169 \$
Programmes	167 370 \$	145 529
Commission canadienne pour l'UNESCO	1 784	2 108
Administration générale	12 015	12 703
Total des dépenses	181 169 \$	160 340 \$
Excédent de l'exercice	18 796 \$	19 829 \$

Bilan

Actif

Le 31 mars 2007, l'actif à court terme s'élevait à 32,2 millions de dollars, soit une hausse de 25,8 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. L'actif à court terme est l'actif destiné à être converti en espèces ou dépensé dans le cours normal des activités, au cours de l'année suivante. Il comprend la trésorerie, les équivalents de trésorerie, les revenus de placements débiteurs, les créances et les frais payés d'avance. La plus forte hausse provient de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, lesquels représentent le placement temporaire du surplus de trésorerie du Conseil dans un fonds commun à court terme, administré par un gestionnaire de portefeuille professionnel. D'un montant de 3,4 millions de dollars au 31 mars 2006, ils s'élevaient à 29,5 millions de dollars le 31 mars 2007, en raison du financement supplémentaire consenti par le gouvernement, fonds dont seulement une partie avait été versée en date du 31 mars. Au cours de l'exercice 2006-2007, les fonds à court terme ont rapporté 4,24 % et avaient un délai moyen avant échéance de 72 jours. Pendant l'exercice 2005-2006, ils avaient rapporté 2,92 %, et leur délai moyen avant échéance était de 50 jours.

En date du 31 mars 2007, la valeur marchande des placements du Conseil s'établissait à 344,3 millions de dollars, soit une progression de 29,6 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. Le Conseil investit dans des fonds communs administrés par des gestionnaires de portefeuilles professionnels. Les investissements sont orientés par une politique de placement approuvée par le conseil d'administration et mise à disposition par le Conseil. Les objectifs du portefeuille, à longue échéance, consistent à générer des rendements réels sur le long terme, afin de compléter les crédits parlementaires et financer les bourses et prix offerts par les fonds spéciaux et le fonds Killam, tout en maintenant le pouvoir d'achat du capital de dotation.

Le Conseil est assisté d'un comité de placements pour la gestion et le suivi de son portefeuille. Ce comité est formé par des professionnels indépendants possédant une excellente connaissance du domaine et des catégories d'actifs dans lesquelles les placements sont effectués. Des membres du conseil d'administration siègent également au comité. En outre, le Conseil a recours aux services d'un conseiller en investissements indépendant ayant pour fonction d'épauler le comité de placements dans ses activités.

Chaque année le comité examine la politique de placement du Conseil et formule des recommandations, en vue d'adapter la composition du portefeuille à l'évolution de la conjoncture, à mesure que les marchés se mondialisent et se diversifient. Au cours de cet exercice, le comité de placements s'est penché sur la diversification du mode de gestion du portefeuille et la possibilité de limiter la concentration des risques, en envisageant des solutions différentes et en repensant la composition du portefeuille. Lors de plusieurs réunions, les membres du comité ont envisagé les répercussions que de tels changements pourraient avoir sur le portefeuille et, avec l'approbation du Conseil, ont revu les buts fixés quant à la composition du portefeuille (voir les graphiques I et II ci-contre et la composition réelle du portefeuille au 31 mars).

Le Conseil se dirige vers un portefeuille reflétant ses objectifs pour chaque catégorie d'actifs, conformément à sa politique de placement. Selon les prévisions, les investissements immobiliers augmenteront de 4 % au cours des prochains exercices.

Durant cet exercice, le Conseil a réalisé des gains nets en capital de 24,1 millions de dollars, grâce à la cession d'une partie de ses portefeuilles d'actions internationales et d'obligations canadiennes, ainsi que de ses placements dans des fiducies de revenu individuelles. Le produit de ces ventes a servi à diversifier le portefeuille global, c'est-à-dire à réorganiser les portefeuilles d'actions internationales et d'obligations canadiennes en faisant appel à de nouveaux directeurs de placement, à accroître les placements alternatifs en employant les services de deux gestionnaires de fonds alternatifs, de même qu'à investir dans un fonds commun de fiducie de revenu administré par le même gestionnaire de portefeuille. Les fiducies de revenu constituant 3,6 % du portefeuille du Conseil, l'annonce de leur imposition par le gouvernement fédéral, au mois d'octobre 2006, a eu des conséquences défavorables qui ont toutefois été compensées par la forte progression du portefeuille d'actions internationales.

Les œuvres d'art et instruments de musique sont inscrits au bilan du Conseil pour une valeur de 19,7 millions de dollars, en date du 31 mars 2007, soit une hausse nette de 156 000 dollars par rapport à l'exercice précédent. Au cours de l'exercice, la Banque d'œuvres d'art du Conseil a acquis 111 œuvres d'un montant total de 382 000 dollars incluant les dons d'œuvres et s'est départie d'œuvres d'une valeur de 226 000 dollars. La Banque possède quelque 17 500 œuvres contemporaines, soit la plus grande collection d'œuvres d'art contemporain du Canada, et les loue à des parties intéressées des secteurs public et privé. La Banque d'œuvres d'art est en droit d'affec-

ter son excédent d'exploitation à l'acquisition de nouvelles œuvres. La Banque d'instruments de musique, quant à elle, détient et gère 13 instruments de musique et d'un archet de violoncelle, instruments de qualité et de grande valeur historique qu'elle loue à de jeunes et talentueux musiciens.

Les autres immobilisations comprennent le matériel de bureau et les améliorations locatives. Elles se sont dépréciées de 595 000 dollars au cours de l'exercice. L'amortissement a compensé la valeur des acquisitions.

Passif et dotations privées

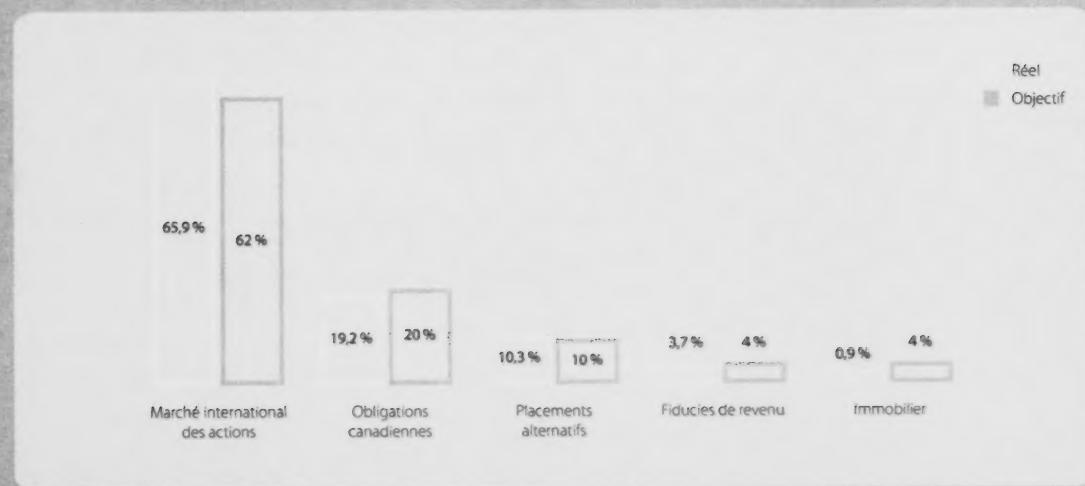
Le 31 mars 2007, le solde cumulé du passif à court terme s'établissait à 44,2 millions de dollars, soit une hausse de 19,5 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. Le passif à court terme se compose du passif destiné à être acquitté pendant l'année à venir, dans le cours normal des activités. Il a été porté aux dépenses du Conseil pour l'exercice 2006-2007 et comprend les subventions à payer, les comptes créateurs, les charges à payer ainsi que les crédits parlementaires reportés. La principale différence par rapport à l'exercice précédent concerne les subventions à payer, ces dernières ayant augmenté de 20,1 millions. Cette hausse est essentiellement due aux échéances de versement des subventions à leurs bénéficiaires.

Les autres éléments du passif comprennent les revenus reportés, lesquels se rattachent aux revenus de location de la Banque d'œuvres d'art perçus d'avance et à la fraction non amortie de l'avantage incitatif relatif au bail reçu du locateur du Conseil, le Groupe immobilier Oxford. Les avantages sociaux futurs découlent du droit à une prestation de départ ou de retraite des employés du Conseil. Ils augmentent généralement avec chaque année de service additionnelle gagnée par les employés. Les contributions reportées représentent le revenu gagné par d'autres fonds et fiducies de revenu dont l'utilisation est affectée. En 2006-2007, le solde de ce compte a augmenté à la suite du rendement tiré du placement de ces fonds et fiducies.

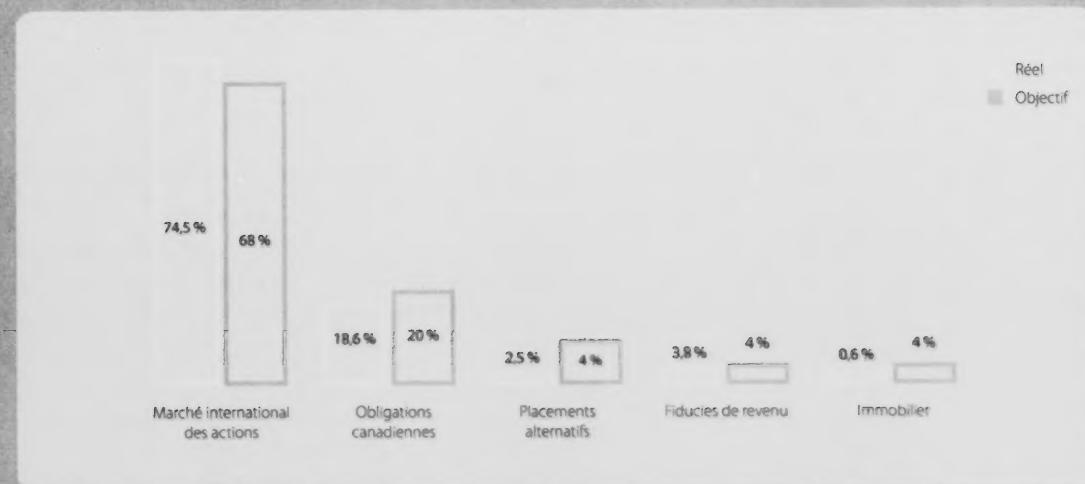
Les dotations privées se composent d'autres fonds et fiducies de revenu reçus par le Conseil, sous forme de dons, et établis à des fins particulières, au gré des donateurs. Le 31 mars 2007, elles représentaient 78 millions de dollars. Ce chiffre comprend les contributions cumulatives en capital et les surplus affectés en fin d'exercice. La hausse de 6,5 millions de dollars découlle de deux nouveaux fonds représentant 2,5 millions de

Dotation du Conseil des Arts et fonds spéciaux, et fonds Killam

Graphique I : Composition de portefeuille d'actifs en 2006-2007



Graphique II : Composition de portefeuille d'actifs en 2005-2006



dollars et provenant de la Fondation de la famille Samuel et Saidye Bronfman. D'une valeur de 60,7 millions de dollars, le fonds Killam demeurait la dotation la plus importante en fin d'exercice.

Avoir

Au 31 mars, l'avoir se composait des éléments suivants :

(en milliers de dollars)	2007	2006
Avoir		
Dotation	50 000 \$	50 000 \$
Surplus lié à la dotation	157 745	142 245
Surplus investi dans des œuvres d'art et instruments de musique	19 747	19 591
Surplus non affecté	15 517	12 587
	243 009 \$	224 423 \$

La somme de 50 millions de dollars continue de refléter la contribution initiale au fonds de dotation, versée lors de la fondation du Conseil, en 1957. Le surplus lié à la dotation a augmenté de 15,5 millions de dollars durant l'exercice, en raison du rendement favorable des placements. Selon la politique du Conseil, si les revenus d'investissement d'une année dépassent ceux prévus au budget, le montant excédant les prévisions est ajouté au surplus lié à la dotation. Le total de 157,7 millions de dollars en date du 31 mars 2007 représente la somme des rendements excédentaires des placements, depuis la fondation du Conseil. Ce dernier inscrit également dans l'avoir un montant équivalant à la valeur de ses œuvres d'art et instruments de musique. Le solde de l'avoir est constitué du surplus non affecté de 15,5 millions de dollars et inclut les budgets des subventions non versées des exercices antérieurs, ainsi qu'une réserve devant permettre un déroulement sans heurts des activités du Conseil.

État des résultats

État des résultats sommaire – exercices terminés le 31 mars

(en milliers de dollars)	2007	2007	2006
	Réel	Budget	Réel
Revenus			
Crédits parlementaires	172 507 \$	152 085 \$	151 683 \$
Revenus nets de placements	25 902	10 758	26 151
Revenus (coûts) nets de la Banque d'œuvres d'art	300	(36)	805
Autres	1 256	1 009	1 530
	199 965	163 816	180 169
Dépenses			
Programmes	167 370	148 662	145 529
Commission canadienne pour l'UNESCO	1 784	2 096	2 108
Administration générale	12 015	13 118	12 703
	181 169	163 876	160 340
Excédent (déficit) de l'exercice	18 796 \$	(60) \$	19 829 \$

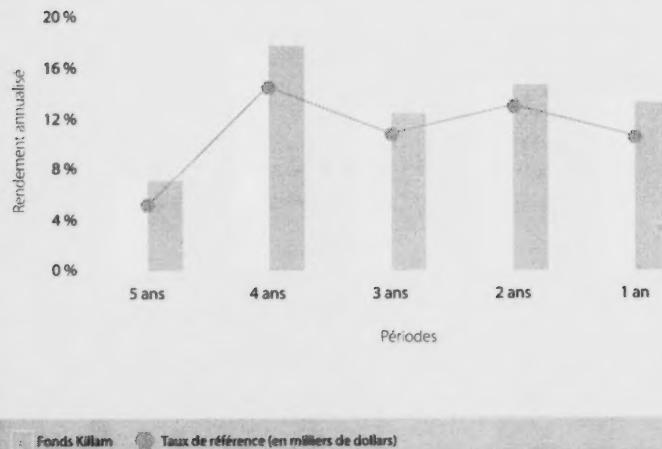
Le Parlement accorde des crédits annuels au Conseil. À la fin de l'exercice terminé le 31 mars 2007, ces crédits s'élevaient à 172,5 millions de dollars, soit une hausse de 20,8 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. Le budget fédéral de mai 2006 prévoyait un financement supplémentaire de 50 millions de dollars au profit du Conseil. Ce financement est réparti sur deux exercices : 20 millions de dollars en 2006-2007, puis 30 millions de dollars en 2007-2008.

En 2006-2007, le Conseil a gagné 25,9 millions de dollars en revenus nets de placements, soit 249 000 dollars de moins qu'en 2005-2006, mais 15,1 millions de dollars de plus que les prévisions budgétaires. Les marchés financiers sur lesquels investit le Conseil sont très diversifiés et, comme l'illustre le graphique III ci-contre, ils ont connu un rendement moyen annuel supérieur à l'indice de référence, pendant chaque période. Les portefeuilles de la dotation du Conseil et des fonds spéciaux et du fonds Killam ont rapporté respectivement 13,6 % et 13 % sur un an.

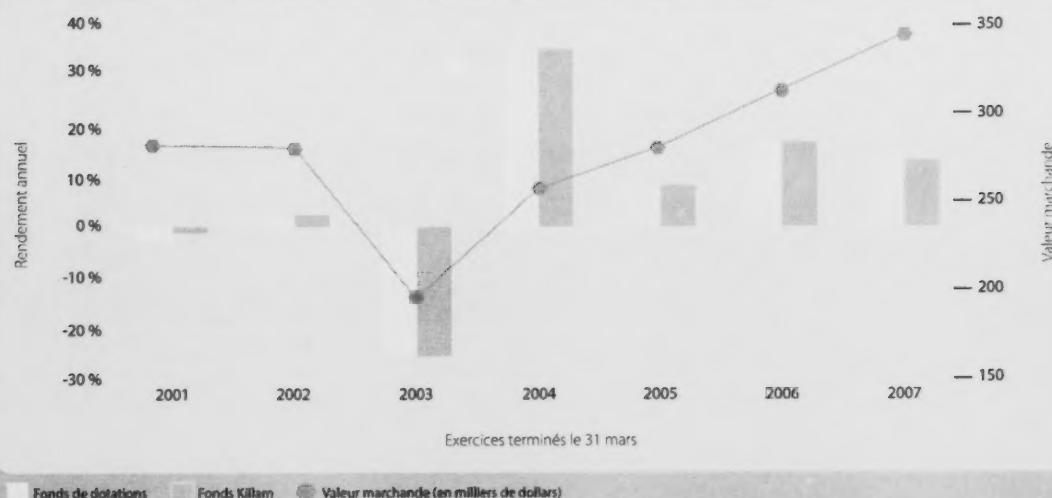
D'un total de 24,1 millions de dollars, les gains nets sur les aliénations de placements constituent la plus grande partie des revenus de placements pour l'exercice. Le produit de la cession des actifs en question a été réinvesti dans le portefeuille. Les pertes nettes de change, soit 2,7 millions de dollars, sont dues à l'appréciation du dollar canadien. Au cours de l'exercice, le Conseil a cédé les fonds de placement en actions internationales faisant l'objet du programme de couverture des risques de change, lequel vise à limiter les effets de la fluctuation du cours des devises. Les revenus d'intérêts et de dividendes représentent également une part importante des

Dotation du Conseil des Arts et fonds spéciaux, et fonds Killam

Graphique III: Rendement annualisé du portefeuille du Conseil des Arts



Graphique IV: Rendement annuel du portefeuille du Conseil des Arts



revenus de placements, ayant augmenté de 360 000 dollars par rapport à l'exercice 2005-2006.

Selon la politique de placement du Conseil, des sommes en espèces peuvent être retirées du portefeuille à raison de 4,5 % de la moyenne mobile des trois dernières années de la valeur marchande du portefeuille, en fonction des soldes constatés le 31 décembre, date retenue pour la prévision budgétaire des revenus de placements. Le graphique IV à la page précédente représente aussi le rendement annuel des placements du Conseil depuis 2001, ainsi que leur influence sur la valeur marchande en fin d'exercice. Il rend également compte des fluctuations annuelles du rendement des marchés de fonds d'investissements. Lorsque le rendement dépasse le taux prévu au budget, le Conseil réinvestit l'excédent afin d'alimenter la croissance du fonds. Ce réinvestissement est aussi destiné à rapprocher la valeur du portefeuille de la valeur actualisée de la dotation initiale effectuée en 1957. Cette approche proactive contribue à fournir au Conseil une stabilité supplémentaire et un rendement à long terme. Lors des exercices où le rendement des marchés n'est pas aussi favorable que prévu, le Conseil peut autoriser l'emploi de l'excédent du rendement d'années antérieures (représenté par le surplus lié à la dotation, un élément de l'avoird bilan).

Les revenus de la Banque d'œuvres d'art ont dépassé les attentes, mais ils sont inférieurs aux 805 000 dollars constatés à la clôture de l'exercice 2005-2006 en raison, principalement, de l'enregistrement d'un important don de neuf œuvres d'art.

Les autres revenus comprennent les montants correspondant aux subventions annulées accordées au cours des exercices antérieurs, les revenus de location de la salle du conseil, les dons, les remboursements de taxes et autres. Il arrive que ces revenus fluctuent d'une année à l'autre. Ils ont diminué de 274 000 dollars par rapport à l'exercice précédent.

Les dépenses de programmes incluent les trois éléments suivants pour l'exercice terminé le 31 mars :

(en milliers de dollars)	2007	2006
Subventions	152 645 \$	132 086 \$
Services	4 699	4 571
Administration	10 026	8 872
	167 370 \$	145 529 \$

En 2006-2007, les dépenses de programmes ont représenté plus de 92 % des dépenses totales du Conseil, lesquelles ont augmenté par rapport à l'exercice précédent, s'élevant à 181,2 millions de dollars. Comme l'indique le tableau à la page précédente, elles se composent de trois éléments. Les subventions aux artistes et organismes artistiques constituent plus de 91 % du total des dépenses de programmes. Cette hausse de 20,6 millions de dollars par rapport à l'exercice 2005-2006 est directement liée au nouveau financement. Les services comprennent le soutien supplémentaire offert à la communauté artistique, à savoir les dépenses relatives aux ateliers, au processus des demandes de subventions et à la participation à des comités consultatifs. Les frais d'administration font état des coûts directs de la prestation des programmes du Conseil. Ces coûts englobant les salaires, les avantages sociaux, les frais de déplacement et les services professionnels ont connu une augmentation de 1,1 million de dollars par rapport à l'exercice précédent, du fait principalement de l'administration des nouveaux fonds.

La Commission canadienne pour l'UNESCO remplit sa mission sous l'égide du Conseil des Arts du Canada. Au cours de l'exercice 2006-2007, ses dépenses se sont élevées à 1,8 million de dollars, soit une baisse de 324 000 dollars par rapport à l'exercice précédent. La Commission coordonne les activités relatives à la réalisation des programmes de l'UNESCO au Canada, favorise la participation du Canada à des projets menés à l'étranger, notamment aux programmes d'aide et de conseils spécialisés offerts par des organismes gouvernementaux et non gouvernementaux. Elle conseille également le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international pour l'établissement des futurs programmes et budgets de l'UNESCO. Enfin, à l'échelle nationale, elle prend des initiatives en vue de promouvoir et faire connaître les objectifs des programmes de l'UNESCO.

Les dépenses liées à l'administration générale incluent les coûts des services généraux (finances, ressources humaines et gestion de l'information), de régie, des communications et des partenariats. Elles englobent les salaires, les avantages sociaux, les frais professionnels, les déplacements, l'amortissement, les locaux et autres. Ces dépenses ont affiché une baisse de 688 000 dollars par rapport à l'exercice 2005-2006, mais elles étaient inférieures de 1,1 million de dollars aux prévisions budgétaires, du fait d'un remboursement imprévu d'impôts fonciers.

Notes afférentes à la vérification

Conformément aux articles 131 à 148 de la section III de la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, le Conseil doit faire l'objet d'une vérification quinquennale spéciale par le Bureau du vérificateur général. La prochaine vérification doit avoir lieu au cours de l'exercice 2007-2008. Par ailleurs, les services de vérification interne confiés à l'externe actualisent le plan de vérification du Conseil. La nouvelle version du plan devrait entrer en application au cours du prochain exercice.

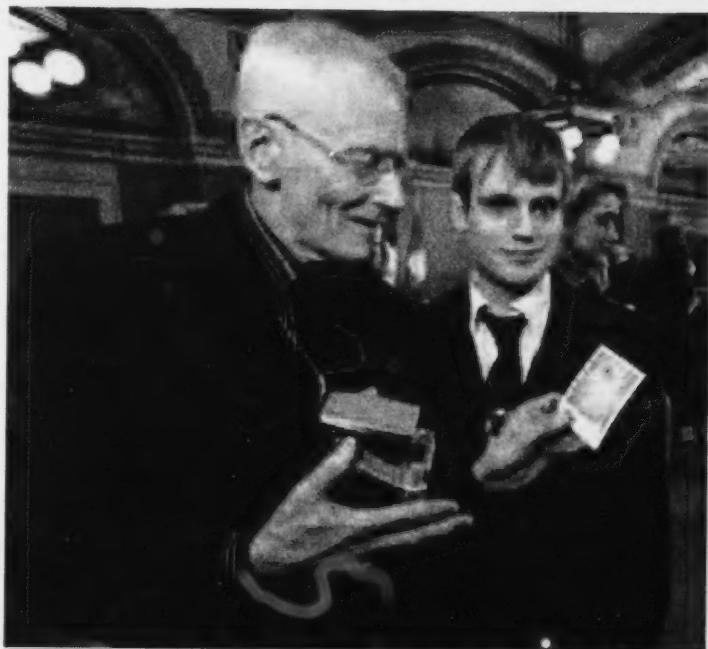
Modifications comptables à venir

L'Institut canadien des comptables agréés a publié trois nouvelles normes comptables qui auront une incidence sur le Conseil : le chapitre 1530, « Résultat étendu », le chapitre 3855, « Instruments financiers », et le chapitre 3865, « Couvertures ». Ces chapitres établissent les normes relatives à la comptabilisation, à l'évaluation et à la présentation des instruments financiers. Les nouvelles normes et leurs répercussions sont décrites dans la note 2 (k) des états financiers du Conseil. Elles entreront en vigueur au cours de l'exercice 2007-2008. À l'origine, le Conseil avait choisi de les adopter dès 2006-2007, mais il a reconstruit sa position et ne commencera à les appliquer qu'en 2007-2008.



50^e anniversaire Une journée pour les arts

Les 27 et 28 mars, 50 des plus exceptionnels artistes canadiens se sont réunis à Ottawa afin de célébrer le 50^e anniversaire du Conseil des Arts du Canada. Le Conseil, qui a décrété le 28 mars 2007 une Journée pour les arts, a en effet été créé par une loi du Parlement ce même jour en 1957. Le 27 mars, les artistes, qui venaient des quatre coins du pays et représentaient tous les secteurs artistiques, ont rencontré les parlementaires, puis ont été salués à la Chambre des communes et au Sénat. Le 28 mars, les artistes ont participé à une conférence de mentorat avec des étudiants aspirants artistes de la région d'Ottawa. Ces étudiants ont eu l'occasion d'interagir avec les artistes et d'apprendre de vive voix ce qu'il en est d'une carrière en art. Le 50^e anniversaire a en outre été souligné par une réception et un dîner donnés à Rideau Hall par Leurs Excellences la très honorable Michaëlle Jean, gouverneure générale du Canada, et M. Jean-Daniel Lafond.



Première photo : les jeunes et les artistes à la conférence de mentorat au Centre national des Arts. Photo du centre : le photographe Arnaud Maggs et le violoniste Marc Djokic. Dernière photo : l'écrivaine Antonine Maillet.



Les 27 et 28 mars, 50 artistes se sont réunis à Ottawa, afin de souligner le 50^e anniversaire du Conseil des Arts du Canada.

**1^{re} rangée
(de gauche à droite) :**

Marc Djokic,
Mary Pratt,
Micheline Beauchemin,
Menaka Thakkar,
Anita Majumdar,
Antonine Maillet,
Judith Marcuse,
Marie-Josée Lord,
Nicole Brossard.

2^{re} rangée :

John Murrell,
John Estacio,
Alanis Obomsawin,
Simon Brault,
Vice-président,
Conseil des Arts,

Karen Kain, présidente,
Conseil des Arts.

Robert Sirman,
Directeur,
Conseil des Arts,
Walter Boudreau,
Yann Martel,
Yi-Jia Susanne Hou.

3^{re} rangée :

Andrew Dawes,
Howard J. Dyck,
Takao Tanabe,
Sara Diamond,
Françoise Sullivan,
Jean-Louis Roux,
Arnaud Maggs,
Albert Millaire,
Roch Carrier,
Dionne Brand,
John Shnier.

4^{re} rangée :

Barry Doupe,
Tracee Smith,
Jean Grand-Maitre,
Stéphane Lemelin,
Vera Frenkel,
Gary Clement,
Rudy Wiebe,
Guillaume Labrie.

5^{re} rangée :
Lucie Idlout,
Wendy Lill,
Zacharias Kunuk,
Jeffery Thomas,
George Bowring,
John Gray.

Dernière rangée :

Kim Barlow.

Absents de la photo :

Phyllis Lambert,
Edith Butler,
Martha Henry,
Mavis Staines,
John Alleyne,
Marie Chouinard,
Wanda Koop,
Michael Ondatje,
Djanet Sears.

Actrice,
bénéficiaire d'une subvention
du Conseil des Arts
Vancouver, C.-B.

enfin.



Photo : Martin Lipman

États financiers

Responsabilité de la direction à l'égard des états financiers

Les états financiers ci-joints du Conseil des Arts du Canada et toute l'information comprise dans le rapport annuel sont la responsabilité de la direction et ont été approuvés par le conseil d'administration.

Les états financiers ont été établis par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. Lorsque plusieurs méthodes comptables s'appliquaient, la direction a choisi celles qui lui semblaient les plus appropriées vu les circonstances. Les états financiers contiennent des montants fondés sur des estimations effectuées par la direction basées sur l'expérience et le jugement. La direction a déterminé ces montants de façon raisonnable pour que les états financiers donnent une image fidèle, à tous les égards importants. La direction a préparé l'information financière présentée dans le reste du rapport annuel et s'est assurée que cette information concorde avec celle qui contiennent les états financiers.

Le Conseil des Arts du Canada s'est doté de systèmes de contrôle interne comptable et administratif de qualité supérieure et dont le coût est raisonnable. Ces systèmes ont pour but de fournir une assurance raisonnable que l'information financière fournie est pertinente, fiable et exacte, et que les actifs de l'organisme sont comptabilisés et protégés adéquatement.

Les membres du conseil d'administration sont responsables de la gestion des opérations et des activités du Conseil des Arts du Canada et doivent notamment veiller à ce que la direction s'acquitte de ses responsabilités en ce qui a trait aux rapports financiers et aux contrôles internes. Ils confient cette tâche au comité de la vérification et des finances, composé de membres qui ne sont pas des employés du Conseil des Arts du Canada. Le comité de la vérification et des finances rencontre régulièrement les membres de la direction, les vérificateurs internes et la vérificatrice générale du Canada. Le comité soumet ses constatations à l'examen du conseil d'administration lorsque celui-ci approuve les états financiers.

Le vérificateur indépendant du Conseil des Arts du Canada, soit la vérificatrice générale du Canada, vérifie les états financiers du Conseil, sur lesquels elle émet un rapport.

Le directeur,



Robert Sirman

Le 25 mai 2007

Le vérificateur indépendant du Canada



William Stevenson, CA



RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

Au Conseil des Arts du Canada
et à la ministre du Patrimoine canadien et de la Condition féminine

J'ai vérifié le bilan du Conseil des Arts du Canada au 31 mars 2007 et les états des résultats, de l'évolution de l'avoir et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Conseil. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Conseil au 31 mars 2007 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

De plus, à mon avis, les opérations du Conseil dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous les égards importants, conformément aux dispositions pertinentes de la partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, à la *Loi sur le Conseil des Arts du Canada* et aux règlements administratifs du Conseil.

Pour la vérificatrice générale du Canada,

Sylvain Ricard, CA
vérificateur général adjoint

Ottawa, Canada
Le 25 mai 2007

Bilan

31 mars

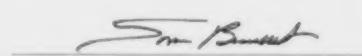
(en milliers de dollars)	2007	2006
ACTIF		
À court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 3)	29 547 \$	3 412 \$
Revenus de placements débiteurs	1 125	1 847
Créances	1 292	954
Frais payés d'avance	226	217
Montants liés aux instruments financiers dérivés (note 4)	-	3
	32 190	6 433
Placements (Note 5)	318 140	298 040
Œuvres d'art et instruments de musique (note 7)	19 747	19 591
Autres immobilisations (note 8)	3 729	4 324
Total de l'actif	373 806 \$	328 388 \$
PASSIF		
À court terme		
Subventions à payer	40 392 \$	20 327 \$
Créditeurs et charges à payer	2 890	2 368
Crédits parlementaires reportés	896	1 984
Montants liés aux instruments financiers dérivés (note 4)	-	42
	44 178	24 721
Revenus reportés	2 491	2 487
Avantages sociaux futurs (note 9)	1 734	1 543
Contributions reportées (note 10)	4 351	3 675
Total du passif	52 754	32 426
DOTATIONS PRIVÉES (note 11)	78 043	71 539
AVOIR		
Dotation - contribution initiale	50 000	50 000
Surplus lié à la dotation	157 745	142 245
	207 745	192 245
Surplus investi dans des œuvres d'art et instruments de musique	19 747	19 591
Surplus non affecté	15 517	12 587
Total de l'avoir	243 009	224 423
Total du passif, des dotations privées et de l'avoir	373 806 \$	328 388 \$

Engagements (note 15) (Les notes afferentes et les tableaux complémentaires font partie intégrante des états financiers)



La présidente

Pour le Conseil



Le vice-président

État des résultats

Exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)	2007	2006
REVENUS		
Revenus nets de placements (note 12)	25 902 \$	26 151 \$
Revenus nets de la Banque d'œuvres d'art (note 13)	300	805
Autres	1 256	1 530
Total des revenus	27 458	28 486
DÉPENSES		
Programmes		
Subventions (tableau 1)	152 645	132 086
Administration (tableau 2)	10 026	8 872
Services	4 699	4 571
	167 370	145 529
Commission canadienne pour l'UNESCO (note 13)	1 784	2 108
Administration générale (tableau 2)	12 015	12 703
Total des dépenses	181 169	160 340
Coût d'exploitation net avant le crédit parlementaire	153 711	131 854
Crédits parlementaires	172 507	151 683
Excédent de l'exercice	18 796 \$	19 829 \$

(Les notes afférentes et les tableaux complémentaires font partie intégrante des états financiers)

État de l'évolution de l'avoir

Exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)	2007	2006
AVOIR		
Dotation - contribution initiale	50 000 \$	50 000 \$
Surplus lié à la dotation		
Solde au début de l'exercice	142 245	121 245
Somme affectée du surplus non affecté au cours de l'exercice	15 500	21 000
Solde à la fin de l'exercice	157 745	142 245
Surplus investi dans des œuvres d'art et instruments de musique		
Solde au début de l'exercice	19 591	19 099
Cessions nettes au cours de l'exercice	(210)	(128)
Somme affectée du surplus non affecté au cours de l'exercice	366	620
Solde à la fin de l'exercice	19 747	19 591
Surplus non affecté		
Solde au début de l'exercice	12 587	14 378
Excédent de l'exercice	18 796	19 829
Somme affectée au surplus lié à la dotation au cours de l'exercice	(15 500)	(21 000)
Somme affectée au surplus investi dans des œuvres d'art et instruments de musique au cours de l'exercice	(366)	(620)
Solde à la fin de l'exercice	15 517	12 587
Solde de l'avoir à la fin de l'exercice	243 009 \$	224 423 \$

(Les notes afférentes et les tableaux complémentaires font partie intégrante des états financiers)

Etat des flux de trésorerie

Exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)	2007	2006
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Excédent de l'exercice	18 796 \$	19 829 \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		
Distribution de revenus de placements libellés en devises	-	(5 666)
Dons d'œuvres d'art	(70)	(598)
Contributions reportées virées aux dotations privées	4 004	2 064
Amortissement - autres immobilisations	839	930
Amortissement - autres immobilisations – Banque d'œuvres d'art	134	125
Avantages sociaux futurs	191	119
	23 894	16 803
Variation des éléments hors trésorerie de l'actif et du passif liés à l'exploitation (note 14)	20 515	6 137
Rentrées de fonds liées aux activités d'exploitation	44 409	22 940
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Contributions reçues de dotations	2 500	-
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Achat de placements	(166 602)	(98 595)
Vente et échéance de placements	146 502	80 236
Acquisition d'autres immobilisations, d'œuvres d'art et d'instruments de musique	(674)	(1 001)
Sorties de fonds liées aux activités d'investissement	(20 774)	(19 360)
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	26 135	3 580
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	3 412	(168)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	29 547 \$	3 412 \$

(Les notes afférentes et les tableaux complémentaires font partie intégrante des états financiers)

1. Pouvoirs, activités et objectifs

Le Conseil des Arts du Canada, constitué en 1957 par la *Loi sur le Conseil des Arts du Canada*, qui a été modifiée en 2001 par le Projet de loi C-40, n'est pas mandataire de Sa Majesté et est considéré comme un organisme de bienfaisance enregistré au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. En vertu de l'article 85(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, le Conseil des Arts du Canada n'est pas assujetti aux sections I à IV de la partie X de cette loi, sauf pour les articles 131 à 148 de la section III et l'article 154.01 de la section IV. Le Conseil des Arts du Canada est un organisme national qui a pour objectifs de favoriser et de promouvoir l'étude et la diffusion des arts, ainsi que la production d'œuvres d'art.

Le Conseil des Arts du Canada réalise ses objectifs principalement par l'entremise des programmes de subventions qui s'adresse aux artistes professionnels et organismes artistiques canadiens. Le Conseil des Arts du Canada encoûte des dépenses d'administration et de services dans la prestation de ses programmes. Les dépenses d'administration, qui sont détaillées au tableau 2, représentent les coûts directs de la prestation des programmes. Les dépenses de services relatifs aux programmes représentent principalement les coûts liés à l'attribution des subventions du Conseil. Les dépenses d'administration générale représentent les coûts liés à la gestion d'entreprise, aux communications, aux ressources humaines, la gestion de l'information, aux finances, aux locaux et à l'amortissement.

La *Loi sur le Conseil des Arts du Canada* assigne au Conseil des Arts du Canada les fonctions et tâches relatives à la Commission canadienne pour l'UNESCO. La Commission conseille le gouvernement canadien sur ses relations avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). La Commission favorise aussi la coopération entre les organismes de la société civile et l'UNESCO.

2. Conventions comptables importantes

Les présents états financiers ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Voici les principales conventions comptables suivies par le Conseil :

(a) Incertitude relative à la mesure

Pour préparer des états financiers conformément aux PCGR du Canada, le Conseil doit faire des estimations et poser des hypothèses qui influent sur les montants déclarés de l'actif et du passif à la date des états financiers, ainsi que sur les montants déclarés des revenus et des dépenses pour l'exercice. Les principaux éléments susceptibles de faire l'objet d'estimations sont les passifs liés au personnel, les revenus de placements débiteurs et la durée de vie utile estimative des immobilisations. Les montants réels pourraient différer des estimations.

(b) Équivalents de trésorerie

Les équivalents de trésorerie sont inscrits à leur valeur d'acquisition. Ils représentent des placements à court terme fortement liquides, facilement convertibles en espèces pour des montants connus et exposés à des risques de changement de valeur négligeables. Les équivalents de trésorerie figurant au bilan du Conseil comprennent des unités d'un fonds commun à court terme.

(c) Placements

Les placements sont inscrits au prix coûtant et sont dévalués à la valeur marchande lorsque la perte de valeur est considérée permanente. Les placements peuvent être vendus selon les changements en besoin de liquidités et pour un rééquilibrage de la composition du portefeuille spécifié dans la politique de placement. Les placements en actions libellés en devises sont convertis en utilisant le taux de change historique en vigueur à leur date d'acquisition.

(d) Autres immobilisations, œuvres d'art et instruments de musique

Le matériel et les améliorations locatives sont inscrits au prix coûtant, net de l'amortissement cumulé. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire, pendant la durée utile estimative de l'actif comme suit :

Matériel de bureau : 5 ans

Améliorations locatives : Durée restante du bail

Les acquisitions d'œuvres d'art et d'instruments de musique sont inscrites à l'actif au prix coûtant. Les dons d'œuvres d'art et d'instruments de musique sont inscrits à leur valeur d'expertise. Aucun amortissement n'est enregistré pour ces actifs.

(e) Avantages sociaux futurs

i) Indemnités de départ

Les employés ont droit à des indemnités de départ tel que le prévoient les conditions d'emploi et la convention collective. Le coût de ces indemnités est imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont gagnées par les employés. Le passif est fondé sur les meilleures estimations et hypothèses de la direction et il est calculé en fonction des salaires des employés et le nombre d'années de service au 31 mars. Dans le cas d'employés de 50 ans ou plus, avec une année de service ou plus, une semaine de salaire est enregistrée par année de service continu jusqu'à un maximum de 28 semaines. Dans le cas d'employés de moins de 50 ans, avec une année de service ou plus, une demi-semaine de salaire est enregistrée par année de service continu jusqu'à un maximum de 26 semaines. Les employés à terme, qui ont douze mois consécutifs de service continu, sont éligibles à soit deux jours de paie pour chaque année de service continu ou cinq jours de paie, à savoir le plus grand des deux. Ces indemnités constituent pour le Conseil la seule obligation de cette nature dont le règlement entraînera des paiements ultérieurs.

ii) Indemnités de retraite

Tous les employés admissibles participent au Régime de retraite de la fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations versées à titre d'employeur représentent le coût complet pour le Conseil. Ce montant est équivalent à un multiple des cotisations versées par les employés et pourrait changer au fil du temps selon la situation financière du Régime. Les cotisations sont imputées à l'exercice au cours duquel les services sont rendus et représentent l'ensemble des obligations en matière de prestations de retraite du Conseil. Le Conseil n'est pas tenu à l'heure actuelle de verser des cotisations au titre des insuffisances actuarielles du Régime de retraite de la fonction publique.

(f) Surplus lié à la dotation

Lorsque les revenus nets de placements dépassent les revenus de placements budgétés au cours de l'exercice, une somme provenant du surplus non affecté peut être virée au surplus lié à la dotation. Quand les revenus nets de placements sont moindres que les revenus de placements budgétés, une somme provenant du surplus lié à la dotation peut être virée au surplus non affecté. Ces virements sont approuvés par le conseil d'administration.

(g) Constatation des revenus

i) Revenus de placements

Les revenus de placements sont constatés selon la comptabilité d'exercice et comprennent les gains et pertes réalisés sur l'aliénation de placements, les gains et pertes de change sur les contrats de change à terme échus, les dividendes et intérêts gagnés par les fonds communs et les variations de la juste valeur non réalisées des instruments financiers dérivés non réglés. Les gains et pertes sur les placements sont enregistrés lorsqu'ils sont réalisés, et l'actif correspondant est supprimé du bilan. Les gains et pertes réalisés représentent l'écart entre le produit de disposition et le prix d'achat, moins les frais liés à la disposition.

ii) Crédit parlementaire

Le crédit parlementaire est constaté à titre de revenu de l'exercice pour lequel il est approuvé par le Parlement. Les crédits parlementaires visant des exercices futurs, qui sont reçus du Parlement avant la fin de l'exercice, sont inscrits comme crédits parlementaires reportés. Les crédits parlementaires sont principalement utilisés pour l'exploitation.

iii) Contributions

Le Conseil des Arts du Canada applique la méthode du report pour comptabiliser les contributions.

Les contributions non affectées sont constatées à titre d'autres revenus de l'exercice au cours duquel elles sont reçues ou de l'exercice au cours duquel les fonds sont engagés pour le Conseil des Arts du Canada, si le montant peut être raisonnablement estimé et si leur perception est raisonnablement assurée. Les revenus de placements non affectés sont inscrits à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel ils sont gagnés.

Les contributions et les revenus de placements grevés d'affections d'origine externe sont inscrits comme contributions reportées et sont constatés à titre de revenus de l'exercice au cours duquel les dépenses connexes sont engagées.

Les contributions de dations sont constatées à titre d'augmentations directes des dations privées.

Les contributions en nature sont inscrites à leur juste valeur lorsqu'elles sont reçues.

(iv) Revenus de location de la Banque d'œuvres d'art

Les revenus de location d'œuvres d'art sont enregistrés dans l'exercice au cours duquel les services sont rendus et sont inclus dans les revenus nets de la Banque d'œuvres d'art.

(v) Autres revenus

Les autres revenus sont principalement composés de subventions annulées durant l'exercice courant et qui avaient été approuvées dans les exercices antérieurs.

(h) Subventions

Les subventions sont inscrites à titre de dépense de l'exercice pour lequel elles ont été approuvées par le conseil d'administration.

(i) Instruments financiers dérivés

Le Conseil est exposé à un risque de change puisqu'il détient des titres émis sur le marché international libellés en devises. La stratégie de placements du Conseil permet d'utiliser des instruments financiers dérivés pour gérer son risque de change.

Les politiques et objectifs de placement du Conseil limitent l'usage des instruments financiers dérivés aux contrats de change à terme dans le but de gérer ce risque. Le Conseil détient ses instruments financiers dérivés jusqu'à échéance et ne les utilisent pas pour des fins spéculatives.

Le Conseil n'applique pas la comptabilité de couverture pour ses instruments financiers dérivés. Les instruments financiers dérivés sont inscrits au bilan lors de leur acquisition et en sont retirés à leur règlement. Dès son début ainsi que par la suite, chaque instrument financier dérivé est comptabilisé comme actif ou passif au bilan à sa juste valeur. Les instruments financiers dérivés avec une valeur positive sont inscrits comme un élément d'actif à titre de montants liés aux instruments financiers dérivés. Les instruments financiers dérivés avec une valeur négative sont inscrits comme un élément de passif à titre de montants liés aux instruments financiers dérivés. Toutes les variations de la juste valeur des dérivés sont constatées à l'état des résultats dans les revenus nets de placements au cours de l'exercice où elles surviennent.

(j) Contrat de location-exploitation

Le Conseil s'engage dans des contrats de location-exploitation pour ses locaux. Les incitatifs à la location sont enregistrés en réduction de la dépense pour locaux selon la méthode linéaire pendant la durée du bail.

(k) Modifications comptables à venir

En janvier 2005, l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) a publié trois nouvelles normes comptables, soit le chapitre 1530, « Résultat étendu », le chapitre 3855, « Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation », et le chapitre 3865, « Couvertures ». Ces chapitres établissent les normes relatives à la comptabilisation et à l'évaluation des instruments financiers. Ces normes sont entrées en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2006.

Le Conseil a décidé d'appliquer ces nouvelles normes pour l'exercice débutant le 1^{er} avril 2007.

Lors de l'adoption des nouvelles normes, le Conseil devra classer chacun de ses actifs financiers soit comme étant disponibles pour la vente, détenus à des fins de transaction, détenus jusqu'à leur échéance ou prêts et créances, et appliquer les méthodes comptables relatives à chacun. Le Conseil devra aussi présenter une nouvelle section dans l'avis appelée autres éléments du résultat étendu. Cette section fera état des gains et des pertes non réalisés découlant de la variation de la juste valeur des actifs financiers classés comme disponibles pour la vente.

Ces nouvelles normes auront une incidence sur la façon dont le Conseil comptabilisera ses placements. Le Conseil a opté de classer tous ses placements comme disponibles à la vente, et ceux-ci seront donc comptabilisés à leur juste valeur. Les gains et pertes non réalisés seront présentés à l'état du résultat étendu. Lors de la vente ou de la cession de ses placements, les gains et pertes réalisés seront inclus à l'état des résultats sous les revenus nets de placement et seront réduits à l'état du résultat étendu.

L'incidence d'évaluer les placements à leur juste valeur au 1^{er} avril 2007 sera constatée dans le solde d'ouverture du surplus non affecté. Les résultats des exercices antérieurs ne seront pas retraités.

Le Conseil prévoit adopter la comptabilité de couverture. Les nouvelles normes, selon le chapitre 3865, déterminent

quand et comment s'applique la comptabilité de couverture. Les dérivés seront classés comme étant détenus à des fins de transaction. Le Conseil prévoit classer ses relations de couverture comme couverture de juste valeur de devise. Pour les couvertures de juste valeur, la variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture sera compensée à l'état des résultats par la variation de la juste valeur des éléments couverts.

3. Trésorerie et équivalents de trésorerie

L'objectif du Conseil envers sa gestion des liquidités est de s'assurer que la valeur en capital des fonds est conservée, que les placements sont liquides et que les revenus d'intérêts soient maximisés en respectant les contraintes de qualité et de liquidité établies par la politique de placement. Les catégories de placement autorisées sont régies par une politique de placement à court terme approuvée par le conseil d'administration.

Le Conseil investit ses excédents temporaires de trésorerie dans un fonds commun à court terme géré par Legg Mason Canada. Tous les titres détenus dans le fonds sont cotés R1 (bas), A (bas) ou mieux par une agence reconnue de notation. Le fonds comprend des titres émis par différents paliers gouvernementaux, banques à charte et sociétés. Sauf pour les titres gouvernementaux garantis, pas plus de 10 % du portefeuille à court terme ne sont investis dans les titres d'un même émetteur. Pour l'exercice terminé le 31 mars 2007, le rendement global du portefeuille était de 4,24 % (2006 – 2,92 %) et le délai moyen pondéré avant échéance au 31 mars 2007 était de 72 jours (2006 – 50 jours).

La valeur comptable nette des équivalents de trésorerie aux 31 mars 2007 et 2006 se rapprochait de la valeur marchande.

4. Instruments financiers dérivés

L'utilisation d'instruments financiers dérivés s'est limitée à des contrats de change à terme. Le Conseil utilise actuellement des contrats de change à terme, qui représentent des engagements d'achat ou de vente de devises dont le règlement doit se faire à une date ultérieure précise et à un taux fixe, pour gérer son risque de change. Ces contrats sont normalement pour une durée de trois mois.

Toute opération comporte nécessairement des risques de perte, qui sont de deux ordres. Il y a, d'une part, le risque de crédit, soit le risque que l'une des deux parties à une opération ne respecte pas les modalités de l'entente, entraînant des pertes financières pour l'autre partie, et, d'autre part, le risque du marché, lié aux fluctuations des taux de change ou des taux d'intérêt.

Le Conseil limite son risque de crédit en ne traitant qu'avec des contreparties solvables. Au cours de l'exercice, le Conseil a conclu des contrats de change à terme afin de limiter son risque de change sur ses fonds d'actions libellés en devises qui sont gérés par Barclays Global Investors. Le Conseil limite son risque du marché en respectant les plafonds établis par sa politique de placement.

Même si les contrats de change à terme sont mesurés selon leurs montants notionnels, ces montants ne sont pas inscrits au bilan puisqu'ils ne servent qu'à calculer les paiements et ne représentent pas les montants échangés. Aucun contrat de change à terme était en vigueur au 31 mars 2007 (2006 - 57 millions).

Conformément à l'abrégé des délibérations du comité sur les problèmes nouveaux 128, le Conseil comptabilise et évalue ses contrats de change à terme à leur juste valeur, les variations de la juste valeur marchande étant enregistrées aux résultats. Au 31 mars 2007, il n'y avait aucun contrat de change à terme en vigueur (2006 – un passif net de 39 000 \$). La variation positive de la juste valeur est inscrite au bilan à titre de montants liés aux instruments financiers dérivés comme composante de l'actif, la variation négative de la juste valeur est inscrite à titre de montants liés aux instruments financiers dérivés comme composante du passif et le gain ou la perte net non réalisé est porté à l'état des résultats dans les revenus nets de placements.

Les revenus nets de placements incluent une perte de change de 0,4 million de dollars (2006 – gain de 7,5 million) sur les contrats de change à terme échus. Les revenus de placements débiteurs n'incluent aucun montant à recevoir pour des contrats de change à terme puisqu'aucun n'était en vigueur au 31 mars 2007 (2006 – 0,5 million échus au 31 mars dont la date de règlement était le 6 avril 2006).

5. Placements

	2007			2006		
	Prix coûtant	%	Valeur marchande	Prix coûtant	%	Valeur marchande
(en milliers de dollars)						
Dotation du Conseil des Arts du Canada et des fonds spéciaux						
Fonds communs :						
Actions	156 175	\$ 62,1	180 930 \$	175 513	\$ 74,6	186 986 \$
Obligations	54 951	21,9	52 507	43 818	18,6	44 573
Alternatifs	26 622	10,6	28 267	5 929	2,5	6 123
Fiducies de revenu	11 364	4,5	9 728	8 609	3,7	10 878
Immobilier	2 312	0,9	2 502	1 536	0,6	1 532
	251 424	100,0	273 934	235 405	100,0	250 092
Fonds Killam						
Fonds communs :						
Actions	41 648	62,4	46 005	46 391	74,1	47 498
Obligations	14 121	21,2	13 475	11 598	18,5	11 786
Alternatifs	6 831	10,2	7 253	1 573	2,5	1 625
Fiducies de revenu	3 536	5,3	3 027	2 689	4,3	3 383
Immobilier	580	0,9	628	384	0,6	383
	66 716	100,0	70 388	62 635	100,0	64 675
Total des placements	318 140	\$	344 322	\$	298 040	\$
						314 767

Les objectifs à long terme de la dotation du Conseil des Arts du Canada et des fonds spéciaux, ainsi que des fonds Killam sont de générer un rendement réel à long terme afin de financer les coûts d'administration des divers programmes, tout en maintenant le pouvoir d'achat du capital de la dotation.

Le Conseil des Arts du Canada investit dans des parts de fonds communs d'actions, d'obligations et de fonds alternatifs, dans des fiducies de revenu et dans deux fonds de placements immobiliers. Les catégories de placement autorisées ainsi que la composition du portefeuille sont régies par une politique

de placement approuvée par le conseil d'administration. Les fonds communs sont gérés par des gestionnaires de placements professionnels.

Le Conseil administre son portefeuille selon les indices de référence approuvés par les membres du conseil d'administration, en octobre 2006. Ce faisant, la composition des catégories d'actif peut varier selon un minimum et un maximum.

Catégories d'actif	Valeur marchande actuelle	Minimum	Indice de référence	Maximum
Actions	65,9 %	50 %	62 %	70 %
Obligations	19,2 %	10 %	20 %	40 %
Alternatifs	10,3 %	5 %	10 %	15 %
Fiducies de revenu	3,7 %	0 %	4 %	6 %
Immobilier	0,9 %	0 %	4 %	6 %

Au 31 mars 2007, le Conseil visait à atteindre ces indices de référence. Les écarts par rapport à ces indices de référence représentent les actifs en transition d'une catégorie à l'autre.

Les placements dans les fonds commun d'actions comprennent des parts dans deux fonds communs. Ces fonds communs investissent dans le marché international. Les placements dans le fonds commun d'obligations comportent des obligations du gouvernement canadien et de sociétés qui ont une

cote de crédit minimum de BBB établie par une agence reconnue de notation. Les placements dans les fonds communs alternatifs comprennent des parts dans deux fonds alternatifs avec un éventail varié de diverses catégories d'actif sur le marché international. Les placements dans les fiducies de revenu comportent des parts dans un fonds canadien de fiducie de revenu. Les actifs inclus dans l'immobilier sont des immeubles commerciaux évalués entre 2 et 15 millions de dollars chacun.

	2007 Taux de rendement annuel	2006 Taux de rendement annuel
Fonds		
Actions		
Templeton - Fiducie globale – série 2	22,5 %	14,1 %
Alliance Bernstein – Fonds stratégique international (2 mois au 31 mars 2007)	-1,1 %	-
Barclays - Fonds indicuels (10 mois au 31 janvier 2007)	11,2 %	23,1 %
Obligations		
Fonds indiciel d'obligations Univers de Barclays (8 mois au 30 novembre 2006)	5,4 %	4,8 %
Fonds canadien d'obligations de State Street (4 mois au 31 mars 2007)	0,1 %	-
Alternatifs		
Fonds Global Ascent de Barclays (6 mois au 30 septembre 2006)	-6,7 %	35,8 %
Fonds offshore Sterling de Blackstone (5 mois au 31 mars 2007)	4,9 %	-
Fonds diversifié de Lighthouse (5 mois au 31 mars 2007)	5,6 %	-
Fiducies de revenus - Acuity	-10,5 %	36,0 %

Les fonds communs d'actions sont gérés par deux gestionnaires. Franklin Templeton Investments gère le fonds commun de la Fiducie globale – série 2 de Templeton, un portefeuille actif de titres internationaux. Alliance Bernstein gère le fonds stratégique international Sanford C. Bernstein. Les fonds d'actions internationaux sont mesurés à l'indice universel Morgan Stanley Capital International. Le fonds canadien SSgA d'obligations est géré par State Street Global Advisors. Le fonds commun d'obligations doit offrir un rendement analogue à celui de l'indice obligataire universel Scotia Capital. Les deux fonds communs alternatifs sont composés des fonds Blackstone Partners Offshore Sterling Fund Ltd. et Lighthouse Diversified Fund Limited. Ces fonds doivent offrir un rendement analogue à celui de l'indice Scotia Capital Bon du Trésor 91 jours plus 20 %. Les fiducies de revenu sont des comptes communs, gérés par Acuity Investment Management et composé du fonds de fiducie de revenus Acuity. Ces placements doivent offrir un rendement analogue à celui de l'indice du Fonds indiciel des fiducies de revenu Scotia Capital. Les placements dans l'immobilier sont gérés par Greiner-Pacaud Management Associates (GPM) et Bentall Investment Management. Ces placements seront faits sur une période d'un à deux ans lorsque les occasions de placements surviendront. Les placements immobiliers avec GPM sont encore en phase d'acquisition et le taux de rendement sur investissement depuis leurs débuts en novembre 2004 est de 10,2% et n'est pas indicatif de la performance escomptée. Le fonds avec Bentall a été fermé en novembre 2006 et aucune acquisition n'a été faite en date du 31 mars 2007.

La valeur marchande est fondée sur les cours du marché calculés par les gestionnaires de placements au 31 mars.

6. Solde en devises

Les placements du Conseil sont investis internationalement; par conséquent ils sont exposés aux risques de fluctuations des taux de change. Au 31 mars 2007, le Conseil avait les soldes suivants :

Devises	Valeur marchande	%
(en milliers de dollars)		
Dotation du Conseil des Arts du Canada et des fonds spéciaux		
Dollar canadien	85 778 \$	31,3 %
Livre sterling Grande-Bretagne	51 283	18,7 %
Dollar É.-U.	49 287	18,0 %
Euro	39 411	14,4 %
Dollar australien	10 875	4,0 %
Yen Japon	9 108	3,3 %
Won Corée du Sud	6 780	2,5 %
Dollar Taiwan	3 718	1,4 %
Chine renminbi	3 508	1,3 %
Dollar Nouvelle-Zélande	3 503	1,3 %
Autres	10 683	3,8 %
	273 934 \$	100,0 %
Fonds Killam		
Dollar canadien	22 621 \$	32,1 %
Livre sterling Grande-Bretagne	13 274	18,9 %
Dollar É.-U.	12 244	17,4 %
Euro	9 847	14,0 %
Dollar Australie	2 932	4,2 %
Yen Japon	2 284	3,2 %
Won Corée du Sud	1 726	2,5 %
Dollar Taiwan	969	1,4 %
Dollar Nouvelle-Zélande	952	1,4 %
Chine renminbi	892	1,3 %
Autres	2 647	3,6 %
	70 388 \$	100,0 %

7. Œuvres d'art et instruments de musique

(en milliers de dollars)	2007	2006
Œuvres d'art	18 199 \$	18 043 \$
Instruments de musique	1 548	1 548
	19 747 \$	19 591 \$

La Banque d'œuvres d'art du Conseil des Arts du Canada possède le plus grand nombre d'œuvres d'art contemporain canadiennes au Canada, soit près de 17 500 peintures, sculptures, dessins, photographies et estampes, réalisés par plus de 2 980 artistes. La Banque loue ces œuvres d'art à des parties intéressées; actuellement, environ 6 500 (2006 - 6 500) œuvres sont louées à des ministères et organismes fédéraux, des associations, des hôpitaux, des écoles, des municipalités et des entreprises privées.

Le Conseil des Arts du Canada a créé la Banque d'instruments de musique en 1985; celle-ci possède actuellement un archet de violoncelle et cinq instruments de qualité. Le Conseil des Arts gère en outre le prêt de huit instruments de musique, prêtés par deux individus anonymes jusqu'en août 2009.

8. Autres immobilisations

(en milliers de dollars)	2007		2006	
	Prix cotant	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
Matériel de bureau	6 119 \$	5 236 \$	883 \$	1 013 \$
Améliorations locatives	4 989	2 143	2 846	3 311
	11 108 \$	7 379 \$	3 729 \$	4 324 \$

9. Avantages sociaux futurs

i) Indemnités de départ

Le Conseil paie des indemnités de départ à ses employés, fondées sur les années de service et le salaire en fin d'emploi. Étant un régime sans capitalisation, il ne détient aucun actif et présente un déficit égal à l'obligation au titre des indemnités constituées. Ces indemnités seront payées à même les crédits parlementaires futurs ou autres sources de revenus. L'information sur ce régime se détaillera comme suit au 31 mars :

(en milliers de dollars)	2007	2006
Obligation au titre des indemnités constituées au début de l'exercice	1 543 \$	1 424 \$
Coût de l'exercice	236	236
Indemnités payées au cours de l'exercice	(45)	(117)
Obligation au titre des indemnités constituées à la fin de l'exercice	1 734 \$	1 543 \$

ii) Indemnités de retraite

Le Conseil et tous les employés admissibles cotisent au Régime de retraite de la fonction publique. Ce régime offre des prestations fondées sur le nombre d'années de service et le salaire moyen de fin de carrière. Ces prestations sont entièrement indexées selon la hausse de l'indice des prix à la consommation. Le Conseil et ses employés ont versé les cotisations suivantes au Régime de retraite de la fonction publique :

(en milliers de dollars)	2007	2006
Cotisations patronales	1 669 \$	1 384 \$
Cotisations salariales	720	616

10. Contributions reportées

Les contributions reportées représentent la portion non utilisée des revenus nets des dotations reçues sous forme de legs et de dons affectés à des fins précises établies par les donateurs et qui sont grevés d'affectations d'origine externe. Les contributions reportées comprennent également d'autres sources de revenus affectées à des fins précises. Les fonds des dotations sont inclus dans le portefeuille de placements du Conseil et la quote-part de chaque dotation est calculée selon la valeur marchande du portefeuille au moment où la dotation a été reçue. Les augmentations au cours de l'exercice comprennent les revenus nets ou pertes nettes de placements (intérêt, dividendes, gains nets ou pertes nettes réalisés en capital et gains nets ou pertes nettes de change réalisés et non réalisés) calculés annuellement selon la quote-part de chaque dotation, plus les revenus de toute autre source. L'utilisation des fonds constatée au cours de l'exercice est égale aux dépenses de subventions et d'administration engagées pour donner suite aux fins précises de chaque dotation.

(en milliers de dollars)	2007	2006
Solde au début de l'exercice	3 675 \$	992 \$
Revenus nets de placements	7 921	7 889
Utilisation des fonds	(3 241)	(3 142)
Virements aux dotations privées (note 11)	(4 004)	(2 064)
Solde à la fin de l'exercice	4 351 \$	3 675 \$

11. Dotations privées

Les dotations privées se composent de dons à fins déterminées reçus par le Conseil. Le principal de la dotation de 36 335 685 \$ doit demeurer intact. Le Conseil peut également virer au principal de la dotation une partie du revenu gagné sur ces dons une fois que les besoins opérationnels du Conseil aient été satisfaits. Si les besoins opérationnels du Conseil excèdent les revenus gagnés, un transfert du principal de la dotation aux opérations sera fait pour le total ou une portion de l'excédent.

(en milliers de dollars)	2007	2006
Solde au début de l'exercice	71 539 \$	69 475 \$
Dons reçus durant l'exercice - Fondation de la famille Samuel et Saidye Bronfman	2 500	-
Contributions reportées virées aux dotations privées (note 10)	4 004	2 064
Solde à la fin de l'exercice	78 043 \$	71 539 \$

12. Revenus nets de placements

(en milliers de dollars)	2007	2006
Gains nets sur l'aliénation de placements	24 090 \$	18 657 \$
(Pertes nettes) gains nets de change	(2 651)	3 238
Dividendes	6 326	7 088
Intérêts	4 907	3 785
Virement aux contributions reportées et dotations privées	(4 652)	(4 715)
Frais de gestion du portefeuille de placements	(2 118)	(1 902)
	25 902 \$	26 151 \$

Le Conseil investit dans des marchés financiers très diversifiés et les revenus provenant de ces investissements peuvent fluctuer d'une année à l'autre. Lorsque les revenus d'investissement dépassent les attentes au cours d'une année, le Conseil réinvestit les revenus non prévus, afin de maintenir le pouvoir d'achat du fonds et d'en assurer la croissance continue. Cette démarche assure une certaine stabilité et une croissance à long terme : lorsque les résultats obtenus au cours d'une année sont moins favorables, les revenus des années antérieures, c'est-à-dire le surplus lié à la dotation, qui est d'ailleurs une composante de l'avoir du Conseil, peuvent alors être utilisés.

13. Revenus nets de la Banque d'œuvres d'art et Commission canadienne pour l'UNESCO

(en milliers de dollars)	2007	2006
Revenus nets de la Banque d'œuvres d'art		
Revenus de location	1 884 \$	1 837 \$
Dons d'œuvres d'art	70	598
Autres revenus	230	202
Administration	(1 750)	(1 707)
Amortissement	(134)	(125)
Total	300 \$	805 \$

(en milliers de dollars)	2007	2006
Commission canadienne pour l'UNESCO		
Programme – dépenses	572 \$	1 049 \$
Programme – contributions reçues	(19)	(275)
Administration	1 231	1 334
Total	1 784 \$	2 108 \$

Les dépenses de programmes représentent principalement les coûts associés aux activités de la Commission dans le cadre de réunions internationales portant sur l'éducation, la science et la culture. Ces dépenses sont compensées par les contributions reçues de divers organismes en partenariat avec la Commission pour ces activités. Les dépenses d'administration représentent les coûts directs de la prestation des programmes de la Commission.

14. Variation des éléments hors trésorerie de l'actif et du passif liés à l'exploitation

(en milliers de dollars)	2007	2006
Diminution des revenus de placements débiteurs	722 \$	2 070 \$
(Augmentation) diminution des créances	(338)	3 839
Diminution des montants liés aux instruments financiers dérivés - actif	3	552
Augmentation des frais payés d'avance	(9)	(6)
Augmentation (diminution) des subventions à payer	20 065	(997)
Augmentation (diminution) des créateurs et charges à payer	522	(149)
Augmentation (diminution) des revenus reportés	4	(66)
Diminution des crédits parlementaires reportés	(1 088)	(1 305)
Diminution des montants liés aux instruments financiers dérivés- passif	(42)	(484)
Augmentation des contributions reportées	676	2 683
Rentrées nettes de fonds des éléments hors trésorerie de l'actif et du passif liés à l'exploitation	20 515 \$	6 137 \$

(ii) Le Conseil est signataire de contrats de location-exploitation à long terme pour des locaux. Voici le loyer annuel minimum net :

(en milliers de dollars)	2008	2009	2010	2011	2012	2013 – 2014	2015

Total **25 187 \$**

16. Opérations entre apparentés

Le Conseil est apparenté, en propriété commune, à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement canadien. Le Conseil conclut des opérations avec les apparentés dans le cours normal de ses activités, aux mêmes conditions que celles conclues avec des parties non apparentées. Durant l'exercice, le Conseil a engagé 376 000 \$ (2006 – 79 000 \$) pour des dépenses de subventions et a enregistré 1 896 000 \$ (2006 – 2 631 000 \$) pour des revenus de location d'œuvres d'art, des contributions et autres revenus avec des apparentés.

Au 31 mars, le Conseil avait inscrit, à son bilan, les montants suivants pour des opérations entre apparentés :

15. Engagements

(i) Les paiements de subventions se prolongeant pendant les exercices à venir sont sujets à l'obtention de fonds du Parlement. Les subventions de cette catégorie qui ont été approuvées avant le 31 mars 2007 sont payables comme suit :

(en milliers de dollars)	2008	2009	2010
	80 346 \$	7 916	49

(en milliers de dollars)	2007	2006
Créances	735 \$	638 \$
Subventions à payer	209	81
Créateurs et charges à payer	18	7
Revenus reportés	798	737

Le Conseil n'est pas exposé à des risques significatifs de taux d'intérêt ou de crédit relativement à ses créances.

Les instruments financiers du Conseil comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les revenus de placements débiteurs, les créances, les montants liés aux instruments financiers dérivés, les placements, les subventions à payer et

les créateurs et charges à payer qui découlent du cours normal de ses activités. La valeur comptable de ces instruments financiers, excluant les placements et les montants liés aux instruments financiers dérivés, se rapproche de leur juste valeur en raison de leur échéance imminente.

La juste valeur des placements est estimée en utilisant les cours estimatifs du marché qui sont calculés par les gestionnaires de placements. La valeur marchande est indiquée à la note 5.

La juste valeur estimative des instruments financiers dérivés est calculée à partir des taux ponctuels du marché et des taux de change à la fin de l'exercice. La juste valeur est indiquée à la note 4.

18. Chiffres correspondants

Certains chiffres de 2006 ont été reclassés pour se conformer à la présentation adoptée en 2007.

Tableau des dépenses de subventions par service (Tableau 1)

Exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)	2007	2006
Programmes des arts		
Musique	26 912 \$	26 322 \$
Théâtre	23 620	22 086
Lettres et édition	21 988	20 097
Arts visuels	18 698	17 124
Danse	15 726	14 992
Arts médiatiques	13 260	11 826
Commission du droit de prêt public	9 121	9 042
Inter-arts	2 192	1 446
Équité	1 788	2 102
Secrétariat des arts autochtones	1 282	1 254
Promotion de la diffusion	1 129	981
Autres	1 215	2 219
Initiative de suppléments au fonctionnement	13 000	-
Programme Killam		
Bourses de recherche Killam	1 481	1 551
Prix Killam	500	500
Autres prix et bourses		
Prix Victor-Martyn-Lynch-Staunton	105	105
Fonds Japon-Canada	101	72
Prix Molson	100	100
Commission internationale du théâtre francophone	80	73
Bourse Vida-Peene	77	-
Bourse John-G.-Diefenbaker	75	75
Bourse Jean-A.-Chalmers	50	-
Autres prix et bourses < 50 000 \$	145	119
	152 645 \$	132 086 \$

Tableau des dépenses d'administration (Tableau 2)

Exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)	2007	2006		
	Programmes	Administration générale	Total	Total
Traitements	6 807 \$	4 814 \$	11 621 \$	10 714 \$
Avantages sociaux	1 737	1 410	3 147	2 765
Locaux	33	2 589	2 622	3 197
Services professionnels et spéciaux	528	659	1 187	1 271
Déplacements du personnel	587	304	891	890
Amortissement	-	839	839	930
Impression, publication et reprographie	46	547	593	538
Communications	192	259	451	379
Dépenses des réunions, y compris honoraires des membres	85	172	257	339
Dépenses et matériel de bureau	3	231	234	275
Gestion de l'information	-	180	180	234
Dépenses diverses	8	11	19	43
	10 026 \$	12 015 \$	22 041 \$	21 575 \$

Indicateurs artistiques du Conseil des Arts

23 500 \$

revenu moyen d'un artiste
(Recensement de 2001)

600 000

nombre de personnes
employées dans le secteur
artistique et culturel
(Statistiques Canada, 2001)

43 milliards \$

retombées des arts et de la
culture sur l'économie cana-
dienne (Statistiques Canada,
2003)

658

nombre de collectivités dans
lesquelles des artistes et organi-
sations artistiques ont reçu de l'aide
financière du Conseil des Arts en
2006-2007

29 %

augmentation du nombre
d'artistes, 1991-2001
(Recensement de 2001)

4,4 %

part que reçoit le Conseil des
Arts par rapport aux dépenses
du gouvernement fédéral en
matière de culture (2003-2004)

0,08 %

pourcentage du budget du
Conseil par rapport aux dépenses
totales du gouvernement fédéral
(2006-2007)

5,29 \$

coût annuel du Conseil par
Canadienne ou Canadien
(2006-2007)

152,6 M\$

investissement total du
Conseil des Arts dans les arts
(2006-2007)

82 %

pourcentage des Canadiennes et
des Canadiens ayant assisté à un
événement culturel ou artistique
en 2003 (Sondage Décima, 2004)

50^e anniversaire

Concert à l'intention des Canadiennes et des Canadiens

La Banque d'instruments de musique est l'un des fleurons du Conseil des Arts du Canada. Tous les trois ans, elle organise un concours au terme duquel de jeunes musiciens exceptionnels de partout au pays remporteront en prêt de magnifiques et historiques instruments de musique créés par des luthiers de renom tels Stradivari et Guarneri (valeur totale de 22,5 millions de dollars). Ainsi, lors du concours de septembre 2006, 11 superbes violons et violoncelles, ainsi qu'un archet de violoncelle, ont été remis à 12 jeunes musiciens de talent pour trois ans. Six des instruments de la Banque appartiennent au Conseil (tous acquis par donation), alors que les huit autres lui ont été prêtés par deux généreux donateurs.

En mai 2007, dans le cadre des célébrations du 50^e anniversaire du Conseil des Arts, le Conseil, l'Orchestre du Centre national des Arts et la Société Radio-Canada/CBC ont organisé un concert intitulé *Stradissimo!* Celui-ci mettait en vedette les 12 gagnants, Denis Brott (fondateur de la Banque et détenteur du prêt du violoncelle Téchler-Turner-Brott de 1766 pour toute la durée de sa carrière) ainsi que le chef d'orchestre, Alain Trudel. Le concert public, qui était gratuit, présentait des œuvres d'Estacio, de Domplièvre, de Paganini, de Brahms, de Bach et de Handel. Il a été enregistré pour radiodiffusion par CBC Radio One et Radio 2, et Espace musique de Radio-Canada.

Les lauréats du concours 2006 de la Banque d'instruments de musique du Conseil des Arts. Rangée avant (de gauche à droite) : Rachel Mercer, Soo Bae, Emmanuelle Beauleau Bergeron. Rangée arrière : Marc Djokic, Pascale Giguère, Kerry DuWors, Y-Jia Susanne Hou, Caroline Chehade, Véronique Mathieu, Judy Kang, Jessica Linnebach, Jean Sébastien Roy.





La violoncelliste Soo Bae,
jouant sur le Stradivarius
Bonjour v. 1696 valant
5,8 millions de dollars.

Dramaturge,
gagnante d'un Prix littéraire du
Gouverneur général
Montréal, QC et Lamèque, N.-B.



Régie

Le mandat du conseil d'administration

Le Conseil des Arts du Canada est régi par un conseil d'administration composé d'un président, d'un vice-président et de neuf autres membres provenant de différentes régions du Canada. Les membres sont nommés par le gouverneur en conseil (sur l'avis du Cabinet fédéral) pour une période déterminée. Le conseil d'administration se réunit au moins trois fois par année et est responsable des politiques, des programmes et des budgets du Conseil des Arts, ainsi que des décisions relatives aux subventions.

La régie des sociétés désigne le processus et la structure qui servent à administrer et à gérer les affaires d'une société dans le but d'exécuter le mandat de celle-ci. Bien que tout le personnel et tous les membres du conseil d'administration d'un organisme soient responsables du respect et de l'application de la politique de régie de cet organisme, la responsabilité de veiller à l'application et au respect de la politique incombe principalement au conseil d'administration et aux cadres supérieurs de l'organisme.

En leur qualité de gestionnaires de l'organisme, les membres du conseil d'administration ont notamment pour tâche de veiller activement à la régie de l'organisme. Le conseil d'administration doit surveiller les affaires du Conseil des Arts, diriger les cadres supérieurs et s'employer à ce que tous les grands dossiers touchant le Conseil des Arts fassent l'objet d'un examen approprié.

Les responsabilités des membres du conseil d'administration incluent :

- assister, à Ottawa ou ailleurs, aux réunions du conseil d'administration;
- voter, sauf lorsqu'il y a conflit d'intérêts;
- établir les politiques générales du Conseil des Arts et approuver ses programmes;
- approuver la répartition du budget entre les différentes disciplines ainsi que les différents objectifs et programmes;
- surveiller l'efficacité des programmes et l'intégrité du système d'évaluation par les pairs;

- autoriser l'attribution de subventions, soit directement, soit en vertu de pouvoirs délégués;
- refléter, lors des discussions, les préoccupations régionales dans le cadre d'une perspective nationale;
- mettre à contribution l'expertise de chaque membre, généralement un aspect des arts, des affaires ou des activités communautaires en étant conscients et respectueux des compétences de tous;
- expliquer à la communauté artistique, aux dirigeants nationaux, provinciaux et locaux, ainsi qu'au grand public le rôle du Conseil des Arts en matière de soutien aux arts;
- faire partie des comités permanents ou spéciaux du Conseil des Arts;
- représenter le Conseil à des événements publics et, au besoin, dans le cadre d'autres activités;
- accomplir les tâches que le président peut assigner aux membres.

L'autonomie du conseil d'administration

Tous les membres du conseil d'administration sont des administrateurs indépendants nommés par le gouverneur en conseil. Cette indépendance est fondamentale, car elle assure une reddition de compte efficace et une saine régie. Bien que le directeur et les cadres supérieurs de l'organisme assistent aux réunions du conseil d'administration afin de fournir aux membres de l'information et de rendre compte des activités de l'organisme, seuls les membres du conseil d'administration peuvent voter et prendre des décisions. Les comités du conseil d'administration sont aussi composés de membres du conseil ainsi que d'experts externes sélectionnés en fonction de leurs connaissances et de leur champ d'expertise.

Le conseil d'administration s'assure de disposer des compétences nécessaires pour s'acquitter de ses fonctions et pour évaluer avec justesse les cadres supérieurs, ainsi que le bien-fondé des initiatives proposées par ces derniers.

À chaque réunion du conseil d'administration, une séance à huis clos entre le conseil et le directeur est prévue. La discussion porte alors sur les dossiers qui, de l'avis du président et du directeur, ne nécessitent pas la participation des autres cadres supérieurs du Conseil des Arts.

À chacune des réunions du conseil d'administration réunissant tous les membres, ce dernier prévoit aussi une séance à huis clos réservée exclusivement aux membres du conseil. L'ordre du jour de cette séance, qui est établi par le président, inclut toute question dont le conseil souhaite discuter en privé.

La planification stratégique et institutionnelle

Le conseil d'administration est tenu de formuler les politiques générales et les orientations stratégiques du Conseil des Arts, ainsi que de développer et d'approuver le plan d'entreprise du Conseil et d'en évaluer la mise en œuvre.

Le plan d'entreprise englobe les affaires et les activités du Conseil des Arts et précise les priorités de l'organisme, ainsi que ses objectifs, ses stratégies, ses indicateurs de rendement et les résultats escomptés. Le document engage le Conseil des Arts à adopter une orientation stratégique planifiée pour une période déterminée.

Le plan d'entreprise résulte d'une analyse collective menée à la lumière du mandat de l'organisme des objectifs clés, des priorités, des stratégies et de l'évaluation du contexte pour la période actuelle et pour une période plus longue. Le plan fait en sorte que tous ceux qui participent à son élaboration sont effectivement mis au courant des priorités, de l'orientation stratégique et des objectifs de l'organisme. Cet outil sert à orienter les décisions prises par le conseil d'administration, les cadres supérieurs et le personnel vers un effort commun et prospectif visant la poursuite du mandat du Conseil. Le plan permet aussi de communiquer avec cohérence, efficacité et transparence les objectifs du Conseil au public et aux intervenants clés de l'organisme.

Le plan d'entreprise du Conseil des Arts découle d'une analyse détaillée de l'organisme et du contexte dans lequel l'organisme évolue. Cette analyse est effectuée par les cadres supérieurs, les chefs de service et les membres du conseil d'administration. Les cadres supérieurs, en consultation avec le conseil d'administration et les intervenants clés, formulent l'orientation stratégique et rédigent l'ébauche du plan d'entreprise. Le conseil d'administration est responsable de l'évaluation et de l'approbation du plan.

En matière de planification stratégique, les membres du conseil d'administration doivent faire preuve de leadership. Par leurs compétences individuelles et leurs connaissances

spécialisées, ils contribuent à la formulation des politiques du Conseil des Arts et ils aident les cadres à préparer le plan d'entreprise.

En ce qui concerne la planification stratégique, les fonctions du conseil d'administration sont les suivantes :

- fournir des conseils et une orientation aux cadres supérieurs tout au long du processus de planification stratégique;
- approuver l'orientation stratégique et le plan d'entreprise du Conseil des Arts;
- remettre périodiquement en question les postulats, les solutions de rechange et les évaluations qui sont présentés dans le plan d'entreprise;
- surveiller les progrès des cadres supérieurs dans la mise en œuvre des priorités approuvées par le Conseil.

En établissant l'orientation stratégique, le conseil d'administration s'assure que les cadres tiennent compte de tous les facteurs pertinents qui influeront sur l'orientation future de l'organisme. Une fois approuvé, le plan d'entreprise sert de fondement à l'évaluation du rendement de l'organisme.

Les cadres supérieurs présentent annuellement au conseil d'administration un rapport sur le rendement du Conseil des Arts par rapport aux objectifs fixés dans le plan d'entreprise, ainsi que les résultats concrets obtenus l'année précédente. Cette surveillance régulière du rendement de l'organisme facilite la prise de décisions par le conseil d'administration.

L'actuel plan d'entreprise du Conseil a été approuvé par le conseil d'administration pour la période de 2005-2006 à 2007-2008. Au début de 2007, un exercice de planification stratégique officiel a été lancé afin de déterminer les orientations futures ainsi que des objectifs et buts clairs du Conseil pour le prochain plan d'entreprise (2008-2009 à 2010-2011).

La gestion des risques

Le conseil d'administration s'assure de bien comprendre les principaux risques inhérents aux activités du Conseil et au contexte dans lequel le Conseil évolue. Il doit veiller à ce que les principaux risques liés aux activités du Conseil des Arts soient cernés et que les mesures pertinentes de surveillance

et de gestion de ces risques soient mises en place. Pour ce faire, le conseil demande habituellement aux cadres supérieurs de lui présenter des dossiers de synthèse et prend connaissance des rapports des vérificateurs internes et externes.

De plus, le Conseil des Arts est responsable de plusieurs fonds d'investissement, dont la dotation, les fonds spéciaux et les fonds Killam. Les fonds ont pour objectif à long terme de produire un rendement réel à long terme du fonds de dotation qui servira de supplément au crédit parlementaire et soutiendra financièrement les bourses et prix des fonds Killam et des fonds spéciaux, tout en maintenant un pouvoir d'achat du capital résiduel. Afin d'établir les paramètres applicables à la gestion de ces fonds, le conseil d'administration a adopté un « Énoncé des politiques et objectifs d'investissement ». Cet énoncé est l'outil utilisé par le comité de placements du Conseil des Arts, les gestionnaires de placements et les conseillers pour la gestion des portefeuilles, ainsi que par le conseil d'administration pour l'évaluation du rendement de ces intervenants.

La Politique de régie

Adoptée en 2001, la Politique de régie est un outil clé dans la quête de haut rendement, d'efficacité et de responsabilisation. Les objectifs de la politique sont les suivants :

- définir les rôles et les responsabilités du conseil d'administration et des cadres supérieurs selon un processus de saine régie;
- prévoir un mécanisme d'application de normes rigoureuses de responsabilisation;
- établir un cadre de diffusion de l'information à la fois soigné, efficace et rationnel, et suffisamment complet pour donner les renseignements utiles à la prise de décisions, sans toutefois surcharger d'information les cadres supérieurs ou le conseil d'administration;
- identifier les composantes clés à gérer afin de produire des données probantes sur le rendement;
- maintenir un régime de responsabilisation qui est uniforme et cohérent au sein de l'ensemble de l'organisme et qui forme un ensemble systématique et complet;

- faciliter la prise de décisions stratégiques par le conseil d'administration et les cadres supérieurs;
- regrouper les politiques organisationnelles portant sur la régie dans une politique unique, et ce, dans l'intérêt des membres du conseil d'administration, du personnel et des intervenants clés externes;
- intégrer les nouvelles pratiques de saine régie et les nouveaux principes à mesure qu'ils sont établis et exigés par le secteur de la régie;
- accroître la confiance du conseil d'administration et du personnel du Conseil des Arts, de même que des intervenants clés, à l'égard de la gestion du conseil d'administration, du professionnalisme des cadres supérieurs et de l'intégrité du processus d'évaluation par les pairs, puisque ces éléments permettent au Conseil des Arts de remplir son mandat.

En plus de fournir un cadre de régie institutionnelle, la politique de régie du conseil comprend les renseignements et documents suivants : *Loi sur le Conseil des Arts du Canada*, Règlements administratifs du Conseil des Arts du Canada, Exigences statutaires annuelles quant à la présentation de rapports, Politique d'évaluation par les pairs, Énoncé des politiques et objectifs d'investissement, Code de déontologie des membres du conseil d'administration du Conseil des Arts, Délégation de pouvoir et Description du travail du président et du vice-président du conseil d'administration et du directeur du Conseil des Arts. La politique de régie est intégralement affichée sur le site web du Conseil, au www.conseildesarts.ca/aproposdenous/organisation.

La culture de la conduite professionnelle et éthique

La confiance du public est tributaire de la conviction qu'a ce dernier que les titulaires de charges publiques se comporteront selon le code de déontologie. Quelles que soient les circonstances, les membres du conseil d'administration sont tenus d'agir dans les meilleurs intérêts du Conseil des Arts. Ce principe est fondé sur la conviction que les décisions prises dans les meilleurs intérêts du Conseil respecteront également les intérêts de ses intervenants clés.

Les membres du conseil d'administration doivent scrupuleusement distinguer les intérêts généraux du Conseil des Arts des intérêts de certains intervenants clés. Ils doivent éviter de

promouvoir leurs intérêts personnels ou ceux de tout autre intervenant ou groupe d'intervenants clés.

En tant que titulaires de charges publiques fédérales, les membres du conseil d'administration sont tenus de se conformer à la nouvelle *Loi sur les conflits d'intérêts*. Ils doivent aussi se plier aux exigences énoncées dans le Code de déontologie régissant les membres du conseil d'administration, code inclus dans la politique de régie du Conseil.

Les nominations au conseil d'administration et leur renouvellement

Le conseil d'administration avise le gouvernement des critères pertinents pour la sélection du président de l'organisme, ainsi que des compétences et besoins futurs pour la sélection des membres du conseil d'administration.

Pour bien définir les besoins du Conseil des Arts et les communiquer aux autorités gouvernementales, le comité de sélection du conseil d'administration tient à jour un « profil des compétences », fondé sur sa connaissance du mandat, de la stratégie, des forces et des faiblesses du Conseil, de même que des questions clés et des défis que doit relever l'organisme. En plus de tenir compte de l'expérience et de l'expertise, il importe de recommander des candidats qui représentent les groupes linguistiques officiels, les régions, les différentes générations, les Peuples autochtones et la diversité culturelle du Canada. Idéalement, les deux éléments que sont l'expertise et la représentativité sont réunis au sein de l'ensemble du conseil d'administration.

Le profil de membre du conseil d'administration, qui est continuellement mis à jour, ainsi que les propositions de candidats éventuels qui répondent à ces profils sont présentés au ministre du Patrimoine canadien, à mesure que des sièges deviennent vacants.

En septembre 2006, Susan Knight, de Terre-Neuve-et-
Labrador, a été nommée par le gouverneur en conseil pour un mandat de trois ans. Au 31 mars 2007, il y avait deux sièges vacants au conseil d'administration.

La planification de la relève et les nominations aux postes supérieurs

L'une des principales responsabilités du conseil d'administration est de passer en revue la planification de la relève au poste de directeur du Conseil des Arts, ainsi qu'aux autres postes clés de cadres supérieurs. Avec le concours du comité exécutif, le conseil d'administration passe en revue la planification de la relève à ces postes.

Nomination d'un nouveau directeur

En 2006, le conseil d'administration a vu la concrétisation de ses efforts en matière de planification avec la nomination, par le gouverneur en conseil, d'un nouveau directeur du Conseil des Arts, Robert Sirman. Le 30 mai 2006, suite à sa comparution devant le comité permanent du Patrimoine canadien de la Chambre des communes, Robert Sirman a été nommé directeur pour un mandat de quatre ans qui a débuté le 26 juin.

Le processus de nomination des cadres supérieurs

Un processus de dotation conforme aux pratiques et aux principes courants de dotation est en place afin de combler tous les postes de cadres supérieurs. La sélection des candidats est effectuée par le Service des ressources humaines ou par une agence de recrutement de cadres. Les profils des postes sont révisés et mis à jour régulièrement, et les avis de postes vacants sont affichés à l'échelle nationale, ainsi que sur le site web du Conseil, pendant au moins un mois. Les comités de sélection et d'embauche incluent des experts ainsi que des représentants de la diversité culturelle du Canada. Avant de présenter une offre, le Conseil des Arts vérifie attentivement les références. Ces mesures garantissent que les candidats retenus sont les meilleurs qui soient et les plus aptes à accomplir le mandat du Conseil.

Les responsabilités et l'évaluation du rendement du directeur

Le directeur est le premier dirigeant de l'organisme. Il exécute les politiques et directives du conseil d'administration du Conseil des Arts et rend compte de ses activités à ce conseil; il assiste aux réunions du conseil d'administration et à celles des comités du conseil; et il représente le Conseil des Arts en

personne ou par l'entremise d'un délégué en ce qui a trait aux relations de l'organisme avec les ministères et les agences du gouvernement ainsi que les autres organismes engagés dans des activités connexes à celles du Conseil des Arts. Le directeur tient le conseil d'administration au courant des faits importants qui ont une influence sur la réalisation des objectifs stratégiques de l'organisme. Le directeur est tenu de rendre compte de ses activités au conseil d'administration.

En outre, le directeur :

- fait preuve de leadership sur le plan de la réalisation du mandat, de la vision, des choix stratégiques et des contrôles organisationnels et procéduraux du Conseil des Arts;
- est responsable de la gestion quotidienne des activités du Conseil des Arts et veille au respect et à la mise en œuvre du plan d'entreprise, ainsi que du cadre stratégique et des politiques approuvés par le conseil d'administration;
- est responsable de l'allocation optimale des ressources et de la supervision des cadres supérieurs;
- maintient un niveau élevé de professionnalisme et d'éthique, et crée un climat propice à l'excellence et au professionnalisme au sein du Conseil des Arts.

Rapports sur l'évaluation du rendement et l'atteinte des objectifs de l'organisme

Le conseil d'administration assume les responsabilités suivantes :

- établir les compétences et caractéristiques qu'il juge essentielles chez le titulaire de la charge de directeur;
- réexaminer et réviser périodiquement la description des fonctions du directeur;
- établir et réexaminer annuellement une série d'objectifs globaux conformes au plan d'entreprise dont la réalisation incombe au directeur et qui intègrent les points de vue du conseil d'administration et du directeur;
- contrôler le rendement du directeur, sur une base annuelle.

Au nom du conseil d'administration, le président communique les résultats de l'évaluation du rendement du directeur au ministre du Patrimoine canadien.

Les communications avec le ministre du Patrimoine canadien, les parlementaires et autres intervenants clés

Il incombe au conseil d'administration de veiller à ce que le Conseil des Arts communique efficacement avec le ministère du Patrimoine canadien, car le Conseil rend compte de ses activités au Parlement par le truchement de son ministre. Il importe aussi pour le Conseil, comme société d'État fédérale, de communiquer avec les parlementaires et autres intervenants clés – le public, le gouvernement et la communauté artistique.

Parmi les différents outils de communication avec le ministre du Patrimoine canadien, les parlementaires et ses autres intervenants clés figurent le rapport annuel et le plan d'entreprise du Conseil des Arts. Le conseil d'administration s'assure que le rapport annuel du Conseil des Arts communique clairement la nature complexe des activités de l'organisme ainsi que les enjeux importants auxquels l'organisme est confronté.

Les questions délicates ou sujettes à controverse, qui risquent d'avoir une incidence particulière dans une région ou une discipline artistique donnée, sont promptement portées à l'attention du conseil d'administration, ainsi que toute communication importante entre les cadres supérieurs et la communauté artistique, le public ou le gouvernement.

L'orientation des membres du conseil d'administration et la formation continue

L'une des composantes essentielles d'une régie efficace est de veiller à ce que le conseil d'administration obtienne, au moment opportun, l'information dont il a besoin pour s'acquitter de ses fonctions. Le président et le vice-président établissent l'ordre du jour des réunions du conseil d'administration et des comités en tenant compte de l'apport de tous les membres du conseil. Le conseil d'administration reçoit une documentation exhaustive avant chacune de ses réunions et avant chacune des réunions de ses comités. Le conseil reçoit aussi des rapports ponctuels sur les travaux de ses comités.

Les nouveaux membres du conseil d'administration reçoivent une documentation d'orientation et peuvent aussi, lors

de leur première réunion au conseil, assister aux séances de tous les comités. La documentation qui leur est fournie décrit le rôle du conseil d'administration, de ses comités et de ses membres, ainsi que les politiques et l'information relatives au Conseil des Arts et à sa gestion. Les nouveaux membres du conseil d'administration rencontrent aussi l'équipe des cadres supérieurs du Conseil pour discuter des fonctions et des activités clés. Ces mesures sont prises afin que les nouveaux membres comprennent en détail la nature et le mandat du Conseil des Arts, les rôles et responsabilités du conseil d'administration et de ses comités, ainsi que la contribution attendue en temps et en énergie des membres du conseil. L'orientation inclut aussi de l'information sur le rôle de fiduciaire du conseil d'administration et sur les exigences en termes de déontologie et de normes professionnelles.

En mars 2007, le nouveau membre du conseil d'administration, Susan Knight, a assisté à une séance d'orientation de deux jours sur la régie dans les sociétés d'État. Le Conseil s'assure aussi que le conseil d'administration reçoit régulièrement de l'information sur les pratiques et tendances actuelles en matière de régie.

L'évaluation du rendement du conseil d'administration

Selon la Politique de régie du Conseil des Arts du Canada, le conseil d'administration de l'organisme doit établir un mécanisme pour évaluer son rendement, et le comité de la régie doit assumer la responsabilité de l'évaluation quant à :

- l'efficacité du conseil d'administration dans son ensemble;
- l'efficacité des différents comités du conseil d'administration;
- l'apport de chaque membre.

La Politique de régie stipule aussi que le processus d'évaluation :

- repose sur la franchise, la confidentialité et la confiance;
- est divulgué aux intervenants clés (le processus seulement);
- circonscrit les responsabilités du conseil d'administration et des cadres supérieurs;

- doit promouvoir une interaction efficace entre les membres.

Tous les ans en juin, le conseil d'administration entreprend l'évaluation de son propre rendement et du rendement de ses comités. Ainsi, le président du comité de la régie a présenté au conseil réuni à huis clos le rapport d'évaluation à la réunion d'octobre 2006. Il incombe au président du conseil d'administration de s'assurer que les recommandations sont mises en œuvre par le conseil d'administration et les cadres supérieurs de l'organisme.

En novembre 2006, la présidente du Conseil a écrit à la ministre du Patrimoine canadien au sujet du processus annuel d'évaluation entrepris par le conseil. Dans sa lettre, la présidente a dit :

« La principale préoccupation et priorité du conseil d'administration du Conseil consiste à s'assurer que l'organisme, à titre de société d'État responsable du développement des arts partout au pays, mène ses activités d'une façon totalement responsable, transparente et efficace.

« Une des principales façons de réaliser cet objectif, en termes de pratique courante de régie, consiste à évaluer le rendement du conseil d'administration. Cette évaluation est particulièrement importante en regard de notre travail continu concernant le financement des arts et les fonds additionnels de 50 millions de dollars accordés par le gouvernement. Une diligence raisonnable, des répercussions et des résultats satisfaisants en ce qui a trait à cet investissement sont des éléments importants de nos discussions et délibérations continues et s'avèrent des signes probants lorsque l'on évalue l'efficacité d'un conseil d'administration. »

Les mandats et la composition des comités du conseil d'administration

Les comités du conseil d'administration améliorent l'efficacité générale du conseil en se concentrant sur des secteurs d'intérêt précis, et en les surveillant et en les suivant de près. Les comités du conseil d'administration, ainsi que leur composition et leur mandat, sont établis par résolution officielle du conseil d'administration.

Le conseil d'administration approuve la composition de tous les comités permanents, ainsi que la nomination des représentants du Conseil des Arts au comité exécutif de l'UNESCO

et à la Commission du droit de prêt public. L'établissement d'un comité ne dégage pas le conseil d'administration de ses responsabilités à l'égard des travaux ou des décisions du comité.

Le conseil d'administration compte cinq comités permanents : le comité exécutif, le comité de placements, le comité de la vérification et des finances, le comité de la régie et le comité de sélection. Les règlements administratifs définissent les rôles et les responsabilités de ces comités, ainsi que leur composition, leur nombre et les exigences qui leur sont imposées par les règlements internes.

Le travail des comités est partagé entre les membres du conseil d'administration. Les membres des comités sont sélectionnés en fonction de leurs intérêts, de leurs compétences et de leur disponibilité. Par l'entremise de son président, chaque comité permanent informe le conseil d'administration de ses activités, de ses observations, de ses conclusions et de ses recommandations à toutes les réunions du conseil d'administration.

En 2006-2007, le comité consultatif du 50^e anniversaire a poursuivi ses activités sur une base temporaire. (Il a été créé en 2005-2006 pour deux ans.)

Le comité exécutif

Le comité :

Entre les réunions du conseil d'administration, le comité exécutif agit au nom du conseil, exerce tous les pouvoirs du conseil et accomplit toutes les fonctions de ce dernier, à l'exception de celles énumérées ci-dessous :

- la promulgation, l'amendement ou l'abrogation des règlements administratifs;
- l'approbation des politiques du Conseil des Arts, de son plan d'entreprise, de ses budgets de fonctionnement et d'immobilisations, du rapport annuel, des états financiers et des subventions.

Le mandat et les pouvoirs du comité exécutif incluent :

- l'examen et l'approbation du rendement du directeur et, par l'entremise du directeur, des autres cadres supérieurs;

- l'examen des avantages indirects et financiers accordés au directeur;
- l'accomplissement de toutes les autres fonctions que lui attribue le Conseil des Arts.

Composition :

Karen Kain (présidente du comité),
Simon Brault,
Laurent Lapierre.

Le comité de placements

Le comité :

- est chargé de recommander au conseil d'administration des politiques au sujet des placements;
- est autorisé à embaucher des gestionnaires de fonds professionnels pour acquérir et gérer les placements, ainsi que d'en disposer;
- donne au Conseil des Arts des instructions sur la façon d'exécuter et de délivrer au nom du Conseil des procurations, des certificats de vote, des documents pour exercer des droits et d'autres ententes liées aux placements de l'organisme;
- présente au conseil d'administration, une fois l'an, à l'une de ses réunions ordinaires, un rapport sur le portefeuille de placements, qui indique le coût des investissements à l'achat, leur valeur marchande, le rendement des fonds et tout changement apporté ou toute recommandation formulée depuis le dernier rapport;
- veille au dépôt et à la garde des valeurs du Conseil des Arts du Canada.

Composition :

Karen Kain,
Esther S. Ondrack,
Laurent Lapierre (nommé en décembre 2006)
ainsi que les experts externes suivants (qui ne font pas partie du conseil d'administration) :
Tania Willumsen (présidente du comité),
Henry W.C. Gibbs,
Susan Luke Hill,
John H. Matthews,
William J. Smith.

Le comité de la vérification et des finances

Le comité :

- examine les états financiers du Conseil des Arts;
- présente les états financiers annuels au conseil d'administration et en recommande l'approbation;
- reçoit les rapports du Vérificateur général du Canada et des vérificateurs internes et en étudie les recommandations;
- examine les méthodes comptables et les contrôles internes du Conseil des Arts;
- examine toutes les mesures correctives apportées à la suite des vérifications;
- examine les propositions du personnel sur le budget annuel et formule des recommandations au conseil d'administration quant à l'approbation du budget;
- accomplit toute autre fonction de nature financière que le conseil d'administration lui attribue.

Composition :

Karen Kain,
Simon Brault (président du comité),
Manon Blanchette (nommée en octobre 2006),
Craig Dowhaniuk (jusqu'au 19 septembre 2006),
Esther S. Ondrack,
Jeannita Thériault (jusqu'au 21 août 2006).

Le comité de la régie

Le comité :

- recommande au conseil d'administration, pour approbation, la teneur et la forme qu'auront les renseignements relatifs à la régie;
- établit un mécanisme d'évaluation de la capacité et du rendement du conseil d'administration;
- organise une séance d'orientation destinée aux nouveaux membres du conseil d'administration;

• veille à ce que la Politique de régie du Conseil des Arts soit tenue à jour, qu'elle reflète les pratiques exemplaires les plus récentes et qu'elle continue de répondre aux besoins du Conseil des Arts;

- examine périodiquement les règlements administratifs de l'organisme et recommande au conseil d'administration les révisions à y apporter;
- passe en revue les conclusions des évaluateurs externes du processus d'évaluation par les pairs et présente son rapport au conseil d'administration;
- accomplit toute autre fonction que le conseil d'administration lui attribue.

Composition :

Karen Kain,
Simon Brault,
David Thauberger (président du comité),
Susan Knight (nommée en décembre 2006),
Laurent Lapierre.

Le comité de sélection

Le comité :

- recommande au conseil d'administration une liste de candidats aux postes de président, de vice-président et de membre du conseil d'administration, lorsque ceux-ci sont vacants. Après avoir été approuvée par le conseil d'administration, la liste des candidats retenus est soumise au ministre responsable, pour examen, par le président du comité;
- obtient l'approbation du conseil d'administration avant de retenir les services d'une firme professionnelle de recrutement qui secondera le comité dans sa recherche de candidats aptes à remplir les charges.

Composition :

Karen Kain,
Simon Brault (président du comité),
Manon Blanchette,
Tom Hill,
David Thauberger.

Le comité consultatif du 50^e anniversaire

Le comité :

Le comité a pour mandat de fournir des conseils et une rétroaction quant à la planification et à la préparation des activités entourant le 50^e anniversaire du Conseil des Arts. Le comité doit aussi surveiller l'implantation du plan des activités du 50^e, en tenant compte des priorités et des décisions du conseil. Le mandat de ce comité consultatif est d'une durée limitée, soit de décembre 2005 à décembre 2007.

Composition :

Amir Ali Alibhai,
Manon Blanchette (présidente du comité),
Susan Knight (nommée en décembre 2006).

Les autres comités

Certains membres du conseil d'administration siègent aussi à d'autres comités. David Thauberger siège au comité exécutif de la Commission canadienne pour l'UNESCO; et Amir Ali Alibhai, à la Commission du droit de prêt public.

Le registre des présences aux réunions du conseil d'administration et de ses comités

Voir à la page 68.

La rémunération des membres du conseil d'administration

Les membres du conseil d'administration reçoivent une indemnité annuelle et des honoraires calculés selon la structure de paiement qui est recommandée par le gouvernement et approuvée par décret. Pour l'exercice de 2006-2007, le total des paiements aux membres du conseil d'administration s'établissait à 127 641 \$.

La rémunération des cadres supérieurs

Le comité exécutif de gestion du Conseil des Arts est composé du directeur du Conseil et des cadres supérieurs.

L'échelle salariale du poste de directeur est établie par le gouverneur en conseil. Pour 2006-2007, celle-ci était de 172 900 \$ à 203 400 \$. En ce qui concerne la rémunération des membres du comité exécutif de gestion, le Conseil des Arts a adopté des échelles salariales équivalentes à celles établies par le gouverneur en conseil à l'égard de tous les postes de niveau EX de la fonction publique fédérale. Pour la même période, l'échelle salariale des cadres supérieurs était de 94 000 \$ à 178 700 \$.

En 2006-2007, le comité exécutif de gestion était composé des membres suivants : Robert Sirman, directeur (dont le mandat a débuté le 26 juin 2006); Mark Watters, secrétaire-trésorier et directeur financier (jusqu'au 20 octobre 2006); André Courchesne, directeur de la Division des arts; Carol Bream, directrice de la Division des affaires publiques, de la recherche et des communications; John Goldsmith, directeur de la Division des partenariats, des réseaux et de la promotion des arts; William Stevenson, directeur financier par intérim (depuis le 23 octobre 2006); et Michelle Chawla, secrétaire du Conseil par intérim (depuis le 26 février 2007).

Divulgation proactive

Le Conseil des Arts affiche les frais de voyage et d'hébergement du président, du vice-président et des cadres supérieurs (depuis 2007) sur le site web du Conseil au www.conseildesarts.ca/aperosdenous/organisation.

Divulgation d'actes fautifs

En mars 2007, le Conseil des Arts a mis en vigueur une Politique sur la divulgation interne d'actes fautifs en milieu de travail (Politique de dénonciation) dans son cadre de politique institutionnelle. Le Conseil prévoit offrir des séances d'information au personnel pour lui donner l'occasion d'en discuter davantage et de poser des questions à ce sujet.

Biographies et mandats des membres du conseil d'administration

Voir aux pages 72-73.

**Registre des présences aux réunions du conseil d'administration et de ses comités
(du 1^{er} avril 2006 au 31 mars 2007)**

Conseil / comités	Conseil d'administration	Exécutif	Placements	Régie	Sélection	50 ^e anniversaire
Nombre de réunions	11	11	6	5	4	7
K. Kain, présidente	11	11	0	5	5	.
S. Brault, vice-président	11	11	.	5	5	.
A. A. Alibhai	11	7
M. Blanchette	11	.	.	2 de 2	4	7
C. Dowhaniuk*	11 de 2	.	11 de 2	11 de 2	.	.
T. Hill	11	.	.	.	3	.
S. Knight**	11 de 6	.	.	11 de 1	.	.
L. Lapierre	11	11	11 de 1	.	5	7
E. S. Ondrack	11	.	11 de 5	6	.	.
D. Thauberger	11	.	.	.	5	.
J. Thériault***	11 de 3	.	.	2 de 2	.	.

* Craig Dowhaniuk a démissionné le 19 septembre 2006.

** Susan Knight a été nommée le 15 septembre 2006.

*** Le mandat de Jeannita Thériault a pris fin le 21 août 2006.

Au 31 mars 2007, il y avait deux vacances au conseil d'administration.

**Le Conseil d'administration du Conseil des Arts
(au 31 mars 2007)**

Conseil d'administration



Karen Kain
Ontario – présidente



Simon Brault
Québec – vice-président



David Thauberger
Saskatchewan



Laurent Lapierre
Québec



Tom Hill
Ontario



Amir Ali Alibhai
Colombie-Britannique



Manon Blanchette
Québec



Esther S. Ondrack
Alberta



Susan Mary (Dyer) Knight
Terre-Neuve-et-Labrador

Directeur



Robert Sirman

Biographies des membres du Conseil d'administration et du directeur (au 31 mars 2007)

Karen Kain, présidente Ontario

Karen Kain est une ballerine de renommée internationale. Originaire de Hamilton en Ontario, elle a étudié à l'École nationale de ballet et s'est jointe au Ballet national du Canada en 1969. Elle devient danseuse principale en 1971. La médaille d'argent qu'elle a remportée au Concours international de ballet à Moscou en 1973 a contribué au lancement d'une carrière exceptionnelle au cours de laquelle elle a interprété plusieurs des plus grands rôles du ballet au sein de compagnies de ballet parmi les plus renommées au monde. Elle a été codirectrice artistique du Ballet national (2001-2005) avant d'en devenir directrice artistique en 2005. Compagnon de l'Ordre du Canada, elle a reçu le prix international Cartier pour l'ensemble de ses réalisations et le Prix du Gouverneur général pour les arts de la scène. Elle est aussi Officier de l'Ordre national des Arts et des Lettres de la France. Karen Kain a reçu des diplômes honoris causa des universités de Toronto, York, McMaster et Trent. Elle a été nommée présidente du conseil d'administration le 14 septembre 2004.

Simon Brault, vice-président Québec

Simon Brault est directeur général de l'École nationale de théâtre du Canada depuis 1997. Étroitement associé au Forum d'action des milieux culturels de la Métropole, il est l'instigateur des Journées de la culture, un vaste mouvement de démocratisation des arts et de la culture à l'échelle du Québec, qui s'est tenu pour la première fois en 1997. À l'occasion du Sommet de Montréal, en 2002, il a dirigé une délégation, composée de membres de la communauté culturelle, qui encourageait le rôle joué par les arts et la culture dans le développement de la ville. Membre fondateur de Culture Montréal, il est président de cet organisme depuis sa création en 2002. Officier de l'Ordre du Canada, Simon Brault a été nommé vice-président du conseil d'administration le 31 mars 2004.

David Thauberger Saskatchewan

David Thauberger est un artiste en arts visuels. Il a étudié à l'Université de la Saskatchewan, à la California State University et à la University of Montana. À la Mackenzie Art Gallery, il a organisé Grassroots Saskatchewan, la première grande exposition d'œuvres d'art populaire de la Saskatchewan. Il a aussi travaillé comme consultant en arts visuels pour le Saskatchewan Arts Board et a été membre du conseil d'administration de la Mackenzie Art Gallery. Son œuvre a fait l'objet de nombreuses expositions et figure dans un grand nombre de collections canadiennes (Glenbow Museum, Mendel Art Gallery, Winnipeg Art Gallery, Musée des beaux-arts de l'Ontario, Art Gallery of Nova Scotia, et Musée des beaux-arts du Canada). David Thauberger est membre du conseil depuis le 26 février 2002; son mandat a été reconduit à la même date en 2005.

Laurent Lapierre Québec

Laurent Lapierre (B.A., B.Éd., B. Hist., M.B.A., Ph. D.) est professeur titulaire de la Chaire de leadership Pierre-Péladeau à l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal. Il a été le premier directeur général de la Société artistique de l'Université Laval, et le premier directeur administratif du Théâtre du Trident. Il est l'auteur de plusieurs livres, dont *Imaginaire et Leadership* (3 tomes). Il a reçu de nombreux prix, notamment le Prix de la pédagogie (HEC), le Prix 3M de reconnaissance en enseignement (Société pour l'avancement de la pédagogie dans l'enseignement supérieur) et le Prix d'excellence en enseignement de la gestion, région du Québec (décerné par le National Post et PricewaterhouseCoopers). Il anime l'émission Leaders qui est diffusée sur la chaîne numérique Argent. Laurent Lapierre a été nommé au conseil le 5 novembre 2004.

Tom Hill Ontario

Tom Hill est conservateur, écrivain, historien de l'art, bénévole et artiste. Il a dirigé le musée du Woodland Cultural Centre, près de Brantford, en Ontario, pendant de nombreuses années. D'origine Konadaha Seneca, il a étudié à

l'Ontario College of Art et possède un certificat en études muséales de l'Association des musées de l'Ontario. Après avoir travaillé au Pavillon des Indiens du Canada à l'Expo 67, il est devenu le premier conservateur d'art autochtone au Canada. Il a par ailleurs beaucoup enseigné et écrit. En 2004, l'un des Prix du Gouverneur général en arts visuels et en arts médiatiques lui a été décerné et il a reçu un doctorat honorifique de l'Université Wilfrid Laurier. Tom Hill a été nommé au conseil le 25 novembre 2004.

Amir Ali Alibhai
Colombie-Britannique

Amir Ali Alibhai est artiste en arts visuels, conservateur indépendant, et écrivain. Il s'occupe du programme artistique du centre communautaire Roundhouse, à Vancouver, depuis 1997. Auparavant, il a travaillé plusieurs années comme éducateur et conservateur invité à la Richmond Art Gallery et a été conservateur adjoint à la Surrey Art Gallery de 1995 à 1997. Amir Ali Alibhai a obtenu, en 1989, un baccalauréat en beaux-arts de l'Université de la Colombie-Britannique et, en 2000, une maîtrise sur la collaboration interculturelle, spécialisée dans l'analyse et l'élaboration de programmes d'études. Amir Ali Alibhai a été nommé au conseil le 12 mai 2005.

Manon Blanchette
Québec

Manon Blanchette a amorcé sa carrière au Musée d'art contemporain de Montréal, où elle a travaillé comme agente d'éducation, conservatrice, conservatrice en chef, directrice des communications et du marketing, et directrice des services au public. Elle a aussi été conservatrice en chef de la Walter Phillips Gallery de Banff, conseillère culturelle à l'Ambassade du Canada à Paris, et directrice du Centre culturel canadien à Paris. Elle écrit actuellement un livre sur l'artiste de la vidéo Bill Viola. Titulaire d'un DEA (Paris), et d'un doctorat en études et pratiques des arts (UQÀM), elle a enseigné l'histoire de l'art et la critique d'art à l'Université de Montréal et l'Université du Québec à Chicoutimi. Chargée de conférences sur l'art et la gestion des arts, et membre de nombreux conseils d'administration, Manon Blanchette a été nommée au conseil le 12 mai 2005.

Esther S. Ondrack
Alberta

Esther S. Ondrack est un fervent défenseur des arts à Edmonton. Elle est membre de nombreux conseils d'administration, dont ceux de la Edmonton Symphony Society, du Fonds de consolidation des arts de la scène de l'Alberta, du Edmonton Arts Council, et de Pro Coro Canada, un chœur

de chambre professionnel. En 2001, elle a pris sa retraite après avoir œuvré 35 ans dans le secteur pétrolier et avoir été nommée première vice-présidente, secrétaire générale et membre du conseil de la Chieftain International Inc. Elle a aussi siégé aux conseils d'administration de TELUS Corporation, de Centraide de la région de la capitale de l'Alberta, et de plusieurs organismes communautaires. Esther S. Ondrack a été nommée au conseil le 12 mai 2005.

Susan Mary (Dyer) Knight
Terre-Neuve-et-Labrador

Susan Knight est chef de chorale, professeure de musique, consultante, conférencière invitée, animatrice d'ateliers musicaux, évaluatrice, rédactrice en chef et chef d'orchestre invitée. Elle est directrice artistique de Shallaway (anciennement, la Newfoundland Symphony Youth Choir), un organisme qu'elle a fondé en 1992. En 1994, elle a aussi créé le Festival 500 à St. John's, une biennale de chorale internationale qu'elle a lancée comme moyen d'affirmation culturelle et de renouveau économique pour la province de Terre-Neuve-et-Labrador. Elle devient membre de l'Ordre du Canada en 2004 et reçoit le Order of Newfoundland and Labrador en 2005. Elle détient un doctorat honorifique de l'Université Memorial. Susan Knight a été nommée au conseil le 15 septembre 2006.

NOTES: Robert Sirman est devenu directeur le 26 juin 2006. Craig Dowhaniuk a démissionné du conseil d'administration le 19 septembre 2006. Le mandat de Jeannita Thériault comme membre du conseil d'administration a pris fin le 21 août 2006.

Directeur
Robert Sirman

Robert Sirman a été nommé directeur du Conseil des Arts du Canada le 26 juin 2006. Après avoir obtenu une maîtrise en sociologie de l'Université de Toronto, il s'est joint au gouvernement de l'Ontario comme rédacteur de discours et conseiller en politique. Il a contribué à établir le premier ministère de la Culture de l'Ontario, en 1975, et a conçu une vaste gamme de programmes de subventions financés par des fonds de loterie. En 1980, il s'est joint au Conseil des arts de l'Ontario où il a été directeur des opérations, et directeur de la recherche et de la politique pendant 10 ans. En 1991, il a été nommé directeur administratif de l'École nationale de ballet. Pendant ses 15 années en poste, il y a consolidé les finances, et dirigé un programme d'agrandissement des infrastructures de 100 millions de dollars afin de tripler la superficie des installations, et redonner vie à la communauté de North Jarvis où est établie l'École.

**La direction du Conseil des Arts
(au 31 mars 2007)**

Comité exécutif de gestion

Robert Sirman,
directeur

Carol Bream,
directrice des Affaires publiques, de la
recherche et des communications

Michelle Chawla,
secrétaire du Conseil par intérim

André Courchesne,
directeur de la Division des arts

John Goldsmith,
directeur de Partenariat, réseaux et
promotion des arts

William Stevenson,
chef des Finances et
directeur financier par intérim

Division de l'administration

Manon Dugal,
chef des Ressources humaines

Daniel Plouffe,
chef des Systèmes de gestion
de l'information

David A. Walden,
secrétaire général de la Commission
canadienne pour l'UNESCO

Division des arts

André Courchesne,
directeur

Sandra Bender,
coordonnatrice du développement des
marchés du Bureau de la promotion de
la diffusion

Roger Gaudet,
chef du Service du théâtre

Marianne Heggtveit,
chef intérimaire des Services aux arts

Sheila James,
coordonnatrice du Bureau de l'équité

Russell Kelley,
chef du Service de la musique

François Lachapelle,
chef du Service des arts visuels

David Poole,
chef du Service des arts médiatiques

Louise Profeit-LeBlanc,
coordonnatrice du Secrétariat des arts
autochtones

Melanie Rutledge,
chef du Service des lettres et de l'édition

Claude Schryer,
coordonnateur du Bureau Inter-arts

Anne Valois,
chef du Service de la danse

**Division des affaires publiques, de
la recherche et des communications**

Carol Bream,
directrice

Donna Balkan,
gestionnaire principale des communica-
tions de l'Unité des relations publiques
et médiatiques

Kim Lymburner,
gestionnaire de l'Unité de la
planification opérationnelle

Claire McCaughey,
gestionnaire de l'Unité de la recherche

Terry O'Grady,
gestionnaire de l'Unité de la conception,
de la rédaction et des publications

Victoria Henry,
directrice de la Banque d'œuvres d'art

Michelle Legault,
secrétaire générale de la Commission
du droit de prêt public

Janet Riedel Pigott,
directrice intérimaire des Prix et
dotations

**Division de partenariat, réseaux et
promotion des arts**

John Goldsmith,
directeur

Grace Thrasher,
coordonnatrice de la promotion des arts

Kelly Wilhelm,
coordonnatrice de partenariat et
réseaux

Pour consulter la liste à jour des cadres supérieurs
du Conseil, voir le site web du Conseil.



Photo : Shin Sugino

Le Conseil des Arts du Canada : d'hier à aujourd'hui

En 1951, la Commission royale d'enquête sur les arts, les lettres et les sciences (parfois appelée Commission Massey-Lévesque) signalait que le Canada comptait 20 galeries de « classe A », neuf autres centres réguliers d'exposition et neuf « groupes de peintres qui tiennent des expositions lorsque l'occasion s'en présente ». Dans le domaine de la musique, il n'y avait, « en tout et pour tout, que quatre orchestres pouvant jouer de la... musique symphonique ». En 1947, seulement 82 ouvrages de langue anglaise (romans, nouvelles, études, essais, recueils de poésie et pièces de théâtre) étaient publiés au Canada. De plus, en 1950, la communauté de la danse professionnelle ne comptait que 15 compagnies de ballet. En 1957, le Conseil des Arts du Canada finançait quatre compagnies théâtrales professionnelles.

Cinquante ans plus tard, le Conseil des Arts du Canada soutient 79 galeries d'art publiques et 71 centres d'artistes autogérés. Au Canada, on compte 15 250 peintres, sculpteurs ou autres artistes professionnels dans le domaine des arts visuels. Au total, 375 compagnies et organisations théâtrales professionnelles ont été financées cette année, parmi lesquelles 59 à vocation jeunes publics. Le Conseil a soutenu 45 orchestres, 60 organismes de musique nouvelle, 25 compagnies d'opéra ou de théâtre musical professionnelles, ainsi que 165 organismes de danse et 147 artistes du cinéma et de la vidéo. L'an dernier, 16 776 livres canadiens ont été publiés au Canada, dont 2 708 titres littéraires.

La plupart des artistes et organismes artistiques les plus connus du Canada ont bénéficié du soutien financier du Conseil. Au nombre des premiers organismes qui ont reçu un tel soutien en 1957 et qui jouissent encore aujourd'hui de l'appui du Conseil, mentionnons le Ballet national du Canada, les Grands Ballets canadiens, le Festival de Stratford, le Théâtre du Nouveau Monde ainsi que les orchestres symphoniques de Toronto, Montréal, Edmonton, Calgary et Vancouver. Par son soutien, le Conseil a joué un rôle dans l'avancement de la carrière d'un grand nombre d'artistes, dont les écrivains Margaret Atwood, Michel Tremblay, Nicole Brossard et Michael Ondaatje; les musiciens Angela Hewitt, Ben Heppner et Louis Lortie; les danseuses Evelyn Hart et Marie Chouinard; les artistes du multimédia Janet Cardiff et David Rokeby; et les cinéastes Atom Egoyan, Denis Villeneuve et Zacharias Kunuk.

Les réalisations des artistes canadiens témoignent de la vision de Vincent Massey et de Georges-Henri Lévesque, du travail des hommes et des femmes qui ont œuvré au Conseil au fil des ans ainsi que du soutien manifesté par toutes les Canadiennes et tous les Canadiens envers le financement public des arts depuis un demi-siècle.

Le site web du 50^e anniversaire du Conseil des Arts donne au public l'occasion de se joindre à la célébration en en apprenant davantage sur l'histoire du Conseil et certains des artistes exceptionnels qui ont reçu du soutien de la part du Conseil. Le site inclut aussi un calendrier des activités artistiques qui se déroulent partout au pays ainsi qu'un lien pour se rendre au « Défi artistique 50/50 », lequel encourage les Canadiens à participer à 50 activités artistiques au cours de cette année d'anniversaire.



www.50.conseildesarts.ca



www.defartistique.ca

Yvon Soglo

Danseur, B-Boy
Bénéficiaire d'une subvention
du Conseil des Arts
Gatineau, QC

*« Je veux faire mes propres spectacles et
j'espère faire progresser la culture B-boy à
un point où la danse de la rue sera perçue
comme une forme d'art à part entière. »*



